

Futurs des Données de Genre

Un manuel sur la gouvernance transformatrice des données





Citation suggeree:

Bonnita, N., Iyer, N., and Ayazika, P. (2025).

Futurs des Données de Genre : Un manuel sur la gouvernance transformatrice des données.

Auteurs:

Nyamwire Bonnita, Neema Iyer, Ayazika Phillip

Conception et illustrations par:

Lukwago Wilson et Hasahya Timothy

Table des Matières

Chapitre 1: Introduction	07
Raison d'être et objectifs du manuel.....	09
À qui s'adresse le Manuel?.....	10
Structure et comment utiliser ce manuel.....	10
Chapitre 2: Les Concepts liés à la transformation du genre	12
Approche féministe.....	12
Les données de genre.....	13
Approche transformatrice en matière de genre.....	14
Intersectionnalité.....	17
Égalité et équité de genre.....	19
Normes de genre.....	21
Autonomisation.....	22
Chapitre 3: Mandats clés de l'Union africaine sur la transformation du genre	23
Agenda 2063 de l'Union Africaine.....	23
Le Cadre de politique de données de l'Union Africaine.....	24
Politique de genre de l'Union Africaine.....	25
Protocole de Maputo.....	26
Chapitre 4: Objectifs stratégiques clés pour une gouvernance des données transformatrice en matière de genre	27
Objectif stratégique 1: Engagement des citoyens dans les pratiques de gouvernance des données.....	28
Objectif stratégique 2: Gouvernance éthique des données de genre.....	30
Objectif stratégique 3: Renforcer la production et l'utilisation des données sur le genre	33
Objectif stratégique 4: Partenariats multipartites pour la gouvernance des données transformatrices de genre.....	35
Objectif stratégique 5: Réseaux de femmes pour le leadership en matière de gouvernance des données.....	37
Objectif stratégique 6: Renforcement des capacités.....	35
Objectif stratégique 7: Allocation budgétaire pour des processus transformateurs en matière de genre.....	41
Objectif stratégique 8: Recherche et Développement.....	43
Conclusion	44

Remerciements

Ce manuel a été élaboré grâce à des démarches participatives menées auprès des femmes en politique de technocrates, de la société civile et du secteur privé à travers l’Afrique, en particulier l’Ouganda, la Zambie et la Côte d’Ivoire. Il consolide leurs analyses et enseignements à portée mondiale afin de doter les gouvernements africains et leurs partenaires d’orientation pratiques pour intégrer des principes transformateurs en matière de genre dans les cadres de gouvernance des données. Le processus d’élaboration a été coordonné par Pollicy en collaboration avec le bureau de la GIZ-AU d’Addis-Abeba et avec son appui.

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à Varaidzo Magodo-Matimba, Rachel Magege, Cate Kamatu, Bobina Zulfa, Angela Efia Dzizornu, Bonaventure Saturday pour leur soutien indéfectible tout au long de la conception du projet et lors des réunions consultatives avec diverses parties prenantes. Nous adressons également notre sincère gratitude à toutes les parties prenantes qui ont participé aux consultations nationales en Zambie, en Côte d’Ivoire et en Ouganda ainsi qu’à la réunion de validation en Namibie, y compris des représentantes de différents organismes gouvernementaux, du milieu universitaire et des organisations de la société civile. Des remerciements particuliers à nos partenaires dans chaque pays ; Bulanda Nkhowani en Zambie, l’Uganda Women Parliamentary Association (UWOPA) en Ouganda, et DigiFemmes en Côte d’Ivoire pour leur soutien inestimable dans la mobilisation et la coordination des réunions consultatives. Enfin, nous exprimons notre profonde reconnaissance aux relectrices et relecteurs de ce manuel; l’équipe d’i4Policy, pour leurs retours éclairés et leurs orientations qui ont permis d’affiner et de renforcer ce manuel en une ressource plus solide et plus pratique.

Résumé exécutif

Les données sont un atout essentiel pour l'élaboration des politiques économiques et la prestation de services. Pourtant, les biais de genre dans les systèmes de gouvernance des données perpétuent l'inégalité et l'exclusion. Une approche transformatrice axée sur le genre s'attaque aux causes profondes, aux normes néfastes, aux déséquilibres de pouvoir et aux obstacles structurels pour veiller à ce que les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre bénéficient de l'écosystème des données. Ce manuel propose huit objectifs stratégiques et des actions spécifiques pour renforcer l'intégration du genre tout au long du cycle de gouvernance des données, alignés sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, le cadre de politique des données de l'Union Africaine, le protocole de Maputo et d'autres mandats continentaux en matière d'égalité de genre.

Chapitre 1:

Introduction

L'intégration du genre dans les programmes et processus gouvernementaux reste fondamentale pour un développement équitable. Les données sont un atout précieux pour l'ensemble des parties prenantes, y compris le gouvernement, le secteur privé et la société civile. Ces données, qu'elles soient générées par les entreprises, les gouvernements ou les individus, alimentent l'innovation, améliorent la prise de décision et accélèrent la transformation numérique des économies et des sociétés.¹ Les gouvernements africains génèrent d'énormes quantités de données par le biais de leur administration interne, leurs prestations de services et leur engagement avec d'autres parties prenantes. Les données issues de ces sources diversifiées, si elles sont bien exploitées, peuvent contribuer à atteindre les objectifs du gouvernement ainsi qu'améliorer la prestation globale des services.²

Dans ce contexte, les cadres de gouvernance des données qui déterminent la façon dont les données sont collectées, traitées, stockées, partagées et utilisées jouent un rôle crucial dans la gestion des données aux niveaux local, national et régional. Une gouvernance des données efficace non seulement établit et applique des réglementations pour protéger les droits individuels, mais traite aussi activement les questions d'inégalité sociale et de marginalisation.³ De plus, la gouvernance des données existe pour mettre l'accent sur l'interopérabilité, la normalisation et le développement responsable des données liées aux technologies, ainsi que pour soutenir l'exploitation du potentiel des données en tant que moteur de croissance.⁴ Par exemple, pensez à la gouvernance des données comme organiser un aéroport international. Les passeports standardisés, les protocoles de sécurité et les règles de trafic aérien permettent aux avions du monde entier d'atterrir et de décoller en douceur et en toute sécurité. De même, la gouvernance des données établit des règles et des systèmes communs afin que les données provenant de différentes sources puissent être transférées, connectées de manière fluide, et alimenter l'innovation et la croissance.

À travers le continent africain, les gouvernements et les organismes régionaux ont fait des efforts délibérés pour intégrer le genre dans des domaines politiques clés tels que la santé, l'agriculture, la réduction de la pauvreté, l'éducation et la migration, entre autres.⁵ Parmi les exemples de ces efforts délibérés, on peut citer le Gender Monitoring Office du Rwanda pour coordonner et faire

¹ ITU (2024), Navigating Data Governance: A guiding Tool for Regulators: <https://digitalregulation.org/navigating-data-governance-a-guiding-tool-for-regulators/>

² La Fondation Mo Ibrahim, (2024). Le pouvoir des données au service de la gouvernance : Le rapport 2023 sur l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG). Comblant les lacunes en matière de données pour accélérer la transformation de l'Afrique

³ United Nations, 2016 Integrating a Gender Perspective into Statistics; United Nations publication, ISBN: 978-92-1-161571-5

⁴ Bruno Miguel Vital Bernardo, Henrique São Mamede, João Manuel Pereira Barroso, Vítor Manuel Pereira Duarte dos Santos, (2024), Data governance & quality management—Innovation and breakthroughs across different fields, Journal of Innovation & Knowledge, Volume 9, Issue 4,,100598, ISSN2444-569X, <https://doi.org/10.1016/j.jik.2024.100598>.

⁵ UN Women, (2023), Handbook on Gender Mainstreaming for Gender Equality Results

progresser des approches telles que la budgétisation sensible au genre dans tous les secteurs,⁶ le Department of Women, Youth and Persons with Disabilities d’Afrique du Sud, qui collabore avec d’autres ministères pour intégrer la dimension de genre et harmoniser les données sur des questions telles que la violence basée sur le genre.⁷ L’institutionnalisation de l’égalité des sexes en Ouganda à travers la certification des budgets, le suivi des politiques nationales en matière d’égalité des sexes et la construction de systèmes de données intégrés par le Ministry of Gender, Labour and Social Development, ainsi que par l’Equal Opportunities Commission, est un autre exemple.⁸ Des stratégies multisectorielles similaires sont nécessaires en matière de gouvernance des données afin de garantir que les pratiques liées aux données reflètent les réalités de genre des femmes et des filles africaines et favorisent l’inclusion. Ces efforts d’intégration du genre devraient s’étendre à travers les systèmes de données, les pratiques et les institutions pour les rendre inclusifs, équitables et activement engagés dans l’élimination de toute forme de discrimination et d’injustice.

Le Cadre de Politique des Données de l’Union Africaine fournit un point de référence fondamental pour intégrer l’inclusivité dans la gouvernance des données. Le cadre met l’accent sur l’intégration du genre dans la gouvernance des données basée sur l’inclusivité de tous les citoyens dans l’écosystème des données.⁹ Cependant, les efforts devraient aller au-delà de la simple inclusivité, qui consiste simplement à ajouter des femmes et des hommes, des filles et des garçons aux structures existantes, à se concentrer sur les normes de genre sous-jacentes et à remettre en question les inégalités de pouvoir entre les personnes de différents genres.¹⁰ Compte-tenu de l’adoption croissante d’initiatives basées sur des données à travers l’Afrique, il est urgent que les gouvernements reconnaissent la valeur de l’intégration de perspectives sexospécifiques dans ces cadres. Cela est particulièrement important à la lumière de la reconnaissance croissante par le continent de l’égalité des sexes en tant que pilier fort de la transformation numérique.

Les gouvernements africains et les organismes régionaux font progresser l’égalité des sexes et la transformation numérique simultanément grâce à l’élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de cadres. Cependant, ces cadres ne prennent pas suffisamment en compte la manière dont les pratiques de gouvernance des données peuvent renforcer les inégalités. Par exemple, la loi ougandaise sur la protection des données de 2019 ne contient pas d’autres dispositions spécifiques au genre en dehors des clauses liées aux enfants.¹¹ La loi zambienne sur la protection des données de 2021 fait référence aux personnes vulnérables sans les définir¹² et la loi ivoirienne de 2013 est silencieuse sur les considérations de genre. Dans ce contexte, l’intégration des considérations intersectionnelles de genre dans la gouvernance des données est essentielle pour façonner une gouvernance des données équitable et inclusive en Afrique.

⁶ UN Women (2023), Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l’égalité des sexes 2023

⁷ La Banque africaine de développement, (2022), Stratégie du Groupe de la Banque africaine de développement en matière de genre (2021-2025); Investir dans les femmes africaines pour accélérer la croissance inclusive

⁸ Ibid

⁹ Le Cadre Stratégique de l’Union Africaine en Matière des Données. <https://au.int/sites/default/files/documents/42078-doc-DATA-POLICY-FRAMEWORKS-FR-V238.pdf>

¹⁰ Self Help Africa (n.d), Gender and inclusion, Position paper 3

¹¹ The Data Protection and Privacy Regulations, 2021; Statutory Instrument No. 21 of.2021: https://pdpo.go.ug/media/2022/03/Data_Protection_and_Privacy_Regulations-2021.pdf

¹² Zambia Data Protection Act 2021 Quick Guide: Office of the data protection commissioner, August 2024: https://www.dataprotection.gov.zm/wp-content/uploads/2025/03/Data-Protection-Quick-Guide_2.pdf

En consolidant les preuves émergentes et en documentant des approches efficaces de l'intégration du genre dans la gouvernance des données, ce manuel vise à doter les gouvernements africains des outils et des connaissances nécessaires pour intégrer des approches transformatives de genre dans leurs politiques et systèmes de données. Faire progresser ces approches est essentiel pour parvenir à une gouvernance des données inclusive et promouvoir l'égalité des sexes sur tout le continent.

Raison d'être et Objectifs du Manuel

Ce manuel fournit des actions spécifiques pour intégrer le genre dans les systèmes de gouvernance des données à travers le continent. Il cherche à aller au-delà des données désagrégées par sexe en abordant les problèmes structurels et systémiques plus profonds qui façonnent la manière dont les données sont collectées, utilisées, gouvernées ainsi que les personnes qui en bénéficient. De plus, le manuel offre des conseils pratiques aux décideurs politiques et aux institutions pour identifier et remettre en question les déséquilibres de pouvoir dans les écosystèmes de données à travers l'Afrique. Il met l'accent sur des approches qui reflètent les réalités vécues et les identités diverses de tous les citoyens, mais surtout des femmes, des filles et d'autres personnes de genre divers.

Il sert également de guide stratégique aligné avec les engagements régionaux tels que l'Agenda 2063, le cadre de politique des données de l'Union Africaine ainsi que les mandats nationaux et continentaux en matière d'égalité des sexes. Il promeut des approches inclusives, éthiques et participatives de la gouvernance des données qui défendent les droits des femmes et des filles, font progresser l'égalité des sexes et garantissent la responsabilité. Le manuel appelle les gouvernements africains à renforcer la capacité institutionnelle et à favoriser la collaboration régionale, en plaçant l'égalité des sexes au cœur des données et de l'avenir numérique de l'Afrique.

Il vise à:

- Approfondir la compréhension de la gouvernance des données transformatrices en matière de genre et de sa valeur pour promouvoir un développement équitable et inclusif.
- Démontrer les avantages de pratiques solides en matière de données sur le genre pour améliorer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, renforcer la gouvernance, la responsabilisation et améliorer les résultats de développement.

L'intégration significative des considérations de genre au-delà de la désagrégation par sexe dans les systèmes de données permet aux gouvernements et aux partenaires de concevoir des politiques inclusives qui traitent des inégalités et reflètent les réalités diverses de tous les citoyens, en particulier les femmes et les filles.

À qui s'adresse le Manuel?

Ce manuel est conçu comme une ressource pratique axée sur l'action pour un large éventail de parties prenantes engagées à faire progresser la gouvernance des données transformatives de genre en Afrique, y compris les décideurs de l'Union africaine, dans les gouvernements et les institutions internationales, les décideurs nationaux, technocrates, groupes de défense et organisations de la société civile.

Il est particulièrement pertinent pour celles et ceux qui participent à la conception, à la mise en œuvre et à la supervision des systèmes de données et des politiques aux niveaux local, national et régional, ainsi que pour ceux qui plaident pour des systèmes de gouvernance des données plus inclusifs et justes. Le manuel cherche à favoriser la collaboration entre les institutions et les secteurs, à garantir que les perspectives de genre éclairent chaque étape de la gouvernance des données, et à stimuler la responsabilité collective pour un changement significatif. Les décideurs peuvent l'utiliser pour établir des ordres du jour et allouer des ressources, les technocrates et les professionnels des données peuvent le consulter pour obtenir des conseils techniques, tandis que les OSC et les organisations de défense des droits trouveront qu'il est précieux pour responsabiliser les institutions et amplifier la voix des femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre dans les dialogues politiques et les initiatives de réforme.

Structure et Comment Utiliser ce Manuel

Le manuel invite les utilisateurs à aborder la gouvernance des données non pas comme un exercice purement technique mais comme un processus fondé sur la justice sociale, visant des résultats centrés sur les citoyens et équitables en matière de genre. Il fournit une voie structurée pour aider les acteurs à faire de l'inclusivité une caractéristique centrale de leur travail de gouvernance des données, plutôt qu'une préoccupation périphérique.

Étape 1 : S'engager avec les sections du manuel les plus pertinentes pour vos objectifs et besoins

Le premier chapitre pose les bases, en clarifiant la raison d'être de ce manuel, son public cible et le processus participatif derrière son élaboration. Commencez ici pour ancrer votre compréhension et aligner vos objectifs sur l'accent mis par le manuel sur l'égalité des sexes et les cadres transformateurs.

Le chapitre deux introduit et déballe des concepts essentiels tels que les données de genre, l'intersectionnalité et les approches féministes de la gouvernance qui sous-tendent la gouvernance des données transformatrices de genre. Utilisez ce chapitre pour construire un langage commun et une clarté conceptuelle au sein de votre équipe ou institution.

Le chapitre trois guide les utilisateurs à travers les principaux mandats et politiques de l'Union africaine, en expliquant comment ces cadres peuvent et devraient éclairer les stratégies nationales et institutionnelles en matière de données sur le genre. Ce chapitre vous aide à contextualiser vos efforts dans le cadre des engagements continentaux plus larges et des mécanismes de responsabilité.

Étape 2 : Appliquer les Huit Objectifs Stratégiques de Manière Pratique

Le chapitre quatre détaille huit objectifs stratégiques essentiels pour faire progresser une gouvernance des données transformatrice en matière de genre à travers l'Afrique. Chaque objectif est accompagné d'une liste de contrôle de questions pour aider à évaluer les progrès vers la gouvernance des données transformatrices en matière de genre. Travaillez sur chaque objectif stratégique, en tirant parti des listes de contrôle et des activités suggérées pour auditer et améliorer vos pratiques existantes. Les huit objectifs stratégiques ne peuvent pas être appliqués simultanément. Les parties prenantes sont encouragées à examiner les objectifs et à sélectionner ceux qui sont les plus pertinents dans leur contexte, puis à les adapter et à les appliquer en fonction de leurs besoins et priorités spécifiques.

Étape 3 : Favoriser la Collaboration et la Pratique Réflexive

Bien que ce manuel puisse être utilisé individuellement, son efficacité est décuplée lorsqu'il est abordé de manière collective. Discuter des questions et des exercices avec des collègues de la société civile et du gouvernement pour développer une analyse plus approfondie et des solutions plus solides. La réflexion collaborative contribuera à repérer les obstacles invisibles et à encourager l'adhésion au changement à plusieurs niveaux.

Étape 4 : Comblent les Écarts entre la Politique et la Réalité

Utilisez les directives du manuel pour identifier, analyser et aborder systématiquement les décalages entre les besoins des citoyens, en particulier ceux des femmes et des filles, et les priorités actuelles de l'État ou de l'institution. Appliquer des données sur le genre, une participation publique inclusive et une action coordonnée pour réduire ces écarts et favoriser les progrès vers une gouvernance équitable et efficace des données qui profite à tous et ne laisse personne de côté.

Chapitre 2:

Les Concepts Liés à la Transformation du Genre

This chapter provides an overview of the core concepts that underpin the gender transformative approach to data governance. It introduces key terms such as gender data, gender inclusivity, gender norms, empowerment, feminist approach and intersectionality. Understanding these concepts is essential for effectively applying the gender transformative approach in practice and for helping stakeholders recognize the importance of integrating gender perspectives in data governance across all policy areas and sectors.

The chapter also emphasizes that adopting this approach is a shared responsibility and part of the work of all stakeholders involved in shaping and using data across the African continent. Furthermore, it serves as a foundation for building a shared commitment to addressing the root causes of gender inequality and barriers within data governance systems. When these core concepts are misunderstood or poorly applied it becomes difficult to implement the strategic goals and their related actions, thereby limiting the potential to influence policy and achieve meaningful progress towards gender equality.

Approche Féministe

Les approches féministes visent à transformer les structures de pouvoir patriarcales enracinées et à autonomiser ceux qui en sont désavantagés, le plus souvent des femmes et des filles, dont les réalités sont marginalisées par les systèmes dominants. Ils fournissent une base conceptuelle critique sur laquelle les stratégies de transformation du genre sont construites.

Les cadres féministes contemporains, en particulier ceux éclairés par les féministes africaines, soulignent la nécessité de confronter les héritages coloniaux et leur influence durable sur la gouvernance, la production de connaissances et les dynamiques de pouvoir. Comme le soutient Sylvia Tamale,¹³ tout effort en faveur de la justice de genre en Afrique doit décoloniser à la fois les mentalités et les systèmes en s'interrogeant sur la façon dont les structures mondiales et locales perpétuent les inégalités, privilégiant souvent les épistémologies occidentales tout en réduisant au silence les voix et réalités africaines.

Dans ce contexte, une approche féministe pour la gouvernance des données nécessite de dépasser la représentation superficielle et les analyses à axe unique. Elle doit reconnaître et répondre aux oppressions croisées façonnées par la race, le genre, la classe sociale, le handicap, la géographie, l'orientation sexuelle et d'autres identités. Cela implique de récupérer les pratiques en matière de données afin qu'elles reflètent les réalités vécues en Afrique, résistent aux modèles extractifs et centrent l'agence de ceux qui ont été historiquement exclus du processus décisionnel.¹⁴

¹³ Tamale, S. (2020). Decolonization and afro-feminism.

¹⁴ Iyer, N., Chair, C., & Achieng, G. (2023). Afrofeminist data futures. In *Feminist AI: Critical Perspectives on Algorithms, Data, and Intelligent Machines* (pp. 0). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780192889898.003.0020>

Dans cette optique, la gouvernance des données transformatrices de genre doit viser non seulement à recueillir de meilleures données mais aussi à remodeler les systèmes, les politiques et les institutions qui déterminent quelles connaissances comptent et dont les voix sont entendues. Il appelle à des approches qui démantèlent plutôt que de renforcer les inégalités systémiques, en veillant à ce que les écosystèmes de données soient inclusifs, participatifs et ancrés dans l'équité et la justice.

Les Données de Genre

Dans le monde entier, les femmes et les filles continuent de faire face à un traitement inégal, à la discrimination et à l'exclusion simplement en raison de leur genre. Les données de genre constituent la base de décisions éclairées, de politiques efficaces et d'actions ciblées. Avoir des données de genre qui sont précises et accessibles est essentiel pour comprendre les expériences vécues et accélérer les progrès vers un monde plus équitable et juste.¹⁵

Les données de genre se réfèrent à la collecte, à l'analyse et à l'utilisation d'informations qui révèlent où et comment les différences entre les sexes, les inégalités et les déséquilibres de pouvoir existent¹⁶ dans toutes les dimensions de la vie, de l'éducation et l'emploi en passant par la santé, la participation politique, et l'accès numérique.¹⁷ Cela signifie que les données devraient capturer intentionnellement des perspectives nuancées, en particulier pour les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés dont les identités et les besoins sont trop souvent négligés.¹⁸ Il est important de noter que, les données de genre vont au-delà de la désagrégation par sexe pour inclure des données qui traitent spécifiquement des questions de genre, reconnaît la diversité des expériences des personnes de toutes les identités de genre et reflète les inégalités structurelles.¹⁹ Les données manquantes ou incomplètes sur ces groupes ont des conséquences réelles qui conduisent à des politiques et décisions qui ne répondent pas à leurs besoins et à l'accès aux services.²⁰ Par exemple, dans de nombreux pays africains, les ensembles de données agricoles ne parviennent souvent pas à capturer les rôles spécifiques aux sexes dans l'agriculture, la propriété foncière et l'adaptation au climat. En conséquence, les modèles prédictifs utilisés pour concevoir des programmes de subvention ou distribuer des semences résilientes au climat peuvent privilégier les propriétaires masculins tout en négligeant les petites agricultrices, qui constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole. Sans données sensibles au genre, les politiques risquent d'aggraver les inégalités en matière de sécurité alimentaire et de résilience climatique.

La collecte de telles données nécessite des méthodes qui évitent les stéréotypes et prennent en compte comment les normes culturelles et sociales peuvent introduire des biais.²¹ Par exemple, les données sur l'accès des femmes aux téléphones mobiles dans les pays africains comptent souvent le nombre de femmes qui possèdent un appareil mais ne parviennent pas à déterminer qui contrôle son utilisation, la littératie numérique et la sécurité, ou si les normes sociales limitent

¹⁵ Open Data Watch (2023), Gender Data Compass 2023 Report

¹⁶ Data2X (2017) Gender Data: Sources, gaps, and measurement opportunities

¹⁷ Ibid

¹⁸ Development Initiatives, (2023), Improving Gender Data to Leave no one Behind

¹⁹ Data2X (2017), Gender Data: Sources, gaps, and measurement opportunities

²⁰ Annie Kilroy (2020), What Do We Mean by "Gender Data?" Global Data Policy

²¹ Ibid

l'accès. Sans collecter des données sur ces dynamiques genrées plus profondes, les politiques qui visent à combler la « fracture numérique entre les genres » risquent d'être inefficaces ou même de renforcer les inégalités. Les exemples ci-dessous illustrent des cas d'utilisation de données sur le genre.

Les données de genre sont utilisées pour éclairer les politiques qui favorisent l'autonomisation économique des femmes. Par exemple:

Les enquêtes ougandaises menées par l'Uganda Bureau of Statistics (UBOS) telles que le National Population and Housing Census (recensement national de la population et du logement ; effectué tous les dix ans), et le National Service Delivery Survey (enquête nationale sur la prestation des services -NSDS), ont fourni des données critiques ventilées par sexe qui ont éclairé les actions politiques, y compris l'adoption de technologies de cuisson économes en énergie telles que les cuisinières améliorées, le gaz de pétrole liquéfié (GPL) ainsi que d'offrir des bouteilles de gaz à des prix subventionnés et des plans de paiement flexibles dans les districts sélectionnés. Ces interventions ont considérablement réduit le temps consacré par les femmes aux tâches liées à la cuisine. Des recherches montrent que les femmes ougandaises passent en moyenne quatre heures par jour à des activités liées à la cuisine ; cependant, avec l'accès à des technologies de cuisson propres et efficaces, ce temps peut être réduit jusqu'à 70 %. Les gains de temps qui en résultent permettent aux femmes de poursuivre des études, d'exercer des activités génératrices de revenus et de participer activement aux affaires communautaires et à la prise de décisions, ce qui renforce leur indépendance économique et leurs possibilités de créer ou d'étendre une entreprise. Une autonomie économique accrue permet aux femmes de prendre des décisions financières éclairées, de contribuer plus utilement au bien-être des ménages et de briser le cycle de la pauvreté. De plus, à mesure que la participation des femmes dans la prise de décision communautaire augmente, cela favorise une plus grande égalité entre les sexes, l'inclusion sociale et un fort sentiment d'estime de soi chez les femmes.

Source: UNACC; Women Empowerment through Clean Cooking

Approche Transformatrice en Matière de Genre

Les approches transformatrices de genre cherchent à changer les normes et structures sociétales pour atteindre l'égalité des sexes. Il se concentre sur le changement systémique, remet en question les normes culturelles et les stéréotypes et donne du pouvoir aux genres marginalisés.²²

²² FAO, FIDA et PAM (2020), Approches transformatrices sensibles au genre pour la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et l'agriculture durable – Recueil de quinze bonnes pratiques.

Ces inégalités structurelles sont enracinées dans les croyances culturelles et les constructions sociales africaines mais ont été encore renforcées par la colonisation, où les femmes colonisées étaient soit diminuées, soit effacées de domaines importants de la vie sociale et publique.²³ Cela a introduit des facteurs structurels d'inégalité qui continuent de se répercuter aujourd'hui. Ceux-ci sont encore renforcés par les technologies numériques et les régimes de gouvernance des données qui reproduisent souvent des logiques coloniales d'exclusion du processus décisionnel dans le domaine des données et du numérique, ainsi qu'un accès inégal aux ressources.²⁴

Une approche transformatrice en termes de genre cherche à changer les dynamiques structurelles et de pouvoir qui sous-tendent les inégalités, la discrimination et l'exclusion fondées sur le sexe et à autonomiser les populations défavorisées.²⁵ Cela nécessite de renforcer l'autonomie individuelle et collective des femmes et des filles, en développant leurs compétences, connaissances, confiance et pouvoir décisionnel afin qu'elles puissent participer de manière significative à, influencer et même diriger la mise en œuvre du programme dans la gouvernance des données de manière pertinente pour leur contexte.²⁶

Une approche transformatrice en matière de genre doit également être intersectionnelle, en abordant comment les inégalités entre les sexes se chevauchent avec d'autres facteurs tels que la race, la religion, le handicap et l'orientation sexuelle. Négliger ces intersections risque de saper les progrès ou de rendre les résultats éphémères. Une approche transformatrice et pleinement soutenue en matière de genre implique la création de partenariats et de collaborations, y compris le travail avec les mouvements sociaux, féministes, pour les droits des femmes et les mouvements dirigés par les jeunes, le secteur privé et les institutions qui ont une portée à grande échelle.²⁷

Des exemples d'approches transformatrices en matière de genre incluent la mise en œuvre de politiques qui imposent une représentation égale des femmes et des groupes marginalisés dans les organes de gouvernance des données, l'adoption d'une budgétisation sensible au genre pour s'assurer que les ressources sont allouées équitablement, construire des cadres nationaux de données sur le genre qui collectent et analysent des données ventilées par sexe, et engager les dirigeants communautaires, la société civile et les parties prenantes du secteur privé à remettre en question les stéréotypes et à changer les perceptions concernant le rôle des femmes dans l'élaboration des politiques et systèmes de données

L'exemple ci-dessous illustre un cas d'utilisation transformateur de genre.

²³ Sylvia Tamale, (2022), Decolonization and Afro-feminism

²⁴ Ngwinui, Belinda, Azenui, (2022), Leveraging Digital and New Technologies for Development in Africa's Emerging Economies with Significant Structural Constraints

²⁵ Jess MacArthur, Naomi Carrard, Federico Davila, Melita Grant, Tamara Megaw, Juliet Willetts, Keren Winterford (2022), Gender-transformative approaches in international development: A brief history and five uniting principles, Women's Studies International Forum, Volume 95, 102635, ISSN 0277-5395, <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2022.102635>.

²⁶ Ibid

²⁷ Rachel Marcus, Fiona Samuels, Shoubo Jalal, and Helen Belachew (2022), Background Paper Series UNICEF Gender Policy and Action Plan 2022-2025 Gender-Transformative Programming

Les données sur les ménages de la Tanzanie, tirées d'enquêtes nationales menées par le National Bureau of Statistics, ont joué un rôle déterminant dans la révision du Productive Social Safety Net Program (PSSNP) -Programme de sécurité sociale productive et du Tanzania Social Action Fund - Fonds d'action sociale de la Tanzanie. Ces révisions faisaient partie de l'engagement plus large du gouvernement envers le développement du capital humain et la réduction de la pauvreté afin d'offrir des interventions de qualité qui changent la vie des femmes, filles, hommes et garçons pauvres et vulnérables. Le genre a été considéré comme un aspect central de ce programme. S'appuyant sur des données ventilées par sexe recueillies à partir d'enquêtes auprès des ménages, les femmes ont été incluses parmi les « groupes vulnérables » ciblés par le programme. Au moins 40 % des emplois temporaires dans les travaux publics tels que les activités de nettoyage, les infrastructures communautaires et les activités d'agriculture et d'élevage ont été réservés aux femmes bénéficiaires du programme.

Le programme a également identifié des mesures pour améliorer la participation des femmes. Ceux-ci comprenaient des horaires de travail flexibles et des tâches différenciées qui s'adaptaient aux responsabilités domestiques des femmes. Des dispositions ont également été prises pour les femmes ayant des besoins spécifiques, telles que les femmes enceintes et allaitantes, leur permettant d'entreprendre des travaux plus légers. Les bilans de santé pour les femmes enceintes ont été promus dans les centres de santé et, dans certaines zones du projet, des arrangements de garde d'enfants ont été mis en place, avec des femmes âgées prenant soin des enfants tandis que les mères participaient aux programmes de travaux publics.

Le programme a obtenu des résultats et des impacts équitables entre les sexes. La participation des femmes aux travaux publics a augmenté, dépassant l'objectif minimum de 40 %, les femmes représentant environ 70 % des personnes engagées dans les travaux publics. Les femmes ont également joué un rôle actif dans la conception des travaux publics et la sélection des sous-projets, en veillant à ce que ceux-ci répondent à leurs besoins, par exemple en plaidant pour des initiatives qui facilitent leurs tâches domestiques courantes, l'attribution de travaux légers aux femmes enceintes et allaitantes, et les initiatives de garde d'enfants ont aidé à faire progresser la participation des femmes au programme.

Au niveau des bénéficiaires, le programme a contribué à l'expansion des options de subsistance pour les femmes et à l'amélioration de la base d'actifs. Il a également eu des impacts sociaux positifs, notamment l'augmentation du pouvoir de négociation et de la participation des femmes à la prise de décision, la réduction des conflits conjugaux et des divorces, ainsi qu'un meilleur accès et une meilleure utilisation des services de santé et d'éducation pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

Source: Employment Intensive Investment Programme International Labour Office; Tanzania: Gender-responsive public works as a key building block of social protection for all

Intersectionnalité

L'intersectionnalité reconnaît que le genre est profondément lié à d'autres sources d'inégalité et d'exclusion, créant des formes de discrimination, de vulnérabilité et de marginalisation qui se chevauchent pour de nombreuses femmes, les hommes et les personnes de divers genres.²⁸ Ces inégalités chevauchantes sont enracinées dans des identités sociales telles que la race, l'ethnicité, la classe, l'âge, la géographie, la religion, le statut de capacité, et sont renforcées par des systèmes de pouvoir plus larges, y compris les lois, les politiques, et les institutions façonnées par le colonialisme et le patriarcat.²⁹ Dans la gouvernance des données, l'intersectionnalité nous pousse à demander qui est laissé derrière, dans quelles circonstances. En identifiant et en éliminant les obstacles structurels cachés et en reconnaissant les différences au sein des groupes marginalisés, l'intersectionnalité permet un changement plus inclusif et efficace.³⁰ Adopter une approche intersectionnelle dans la gouvernance des données signifie éliminer les obstacles qui se chevauchent, centrer les voix des personnes les plus touchées et favoriser la collaboration intersectorielle. Cela permet à ceux qui sont affectés par les politiques de jouer un rôle substantiel dans la construction de leur propre histoire. Les décideurs politiques devraient consulter et impliquer diverses parties prenantes avant d'élaborer des politiques de gouvernance des données. L'exemple suivant met en évidence un cas d'utilisation intersectionnalité.

La disparité entre les sexes existe à l'échelle mondiale dans les carrières en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM). Au Kenya, seulement 21,4 pour cent des professionnels des STEM sont des femmes. Pour résoudre ce problème, le programme numérique Ajira, dirigé par le ministère kényan de l'Information, de la Communication et de l'Économie numérique en partenariat avec la Fondation Mastercard et d'autres parties prenantes, a pour objectif d'autonomiser plus d'un million de jeunes chaque année et de combler l'écart entre les sexes dans les STEM. Il les dote de compétences et crée des voies vers un emploi numériquement activé dans l'économie des petits boulots et du freelance.

Le programme cherche à positionner le Kenya comme une destination de travail de choix pour les entreprises multinationales et à encourager les entreprises locales et le secteur public à créer du travail numérique.

L'initiative adopte une approche transformatrice en matière de genre en veillant à ce que les jeunes femmes ne soient pas seulement incluses dans le programme, mais aussi qu'elles soient habilitées à participer activement et à prospérer au sein de l'écosystème numérique. Ses stratégies transformatrices de genre se concentrent sur la résolution des obstacles structurels qui limitent la participation des femmes dans les espaces numériques.

²⁸ Adaptation Fund (2022), Study on intersectional approaches to gender mainstreaming in adaptation-relevant interventions

²⁹ Ibid

³⁰ Humbert, A. L., Strid, S., Tanwar, J., Lipinsky, A., & Schredl, C. (2024). The Role of Intersectionality and Context in Measuring Gender-Based Violence in Universities and Research-Performing Organizations in Europe for the Development of Inclusive Structural Interventions. *Violence Against Women*, 31(6-7), 1688-1711. <https://doi.org/10.1177/10778012241231773> (Original work published 2025)

Ils comprennent une sensibilisation ciblée et le recrutement de jeunes femmes par le biais de réseaux communautaires, d'universités, afin d'augmenter l'inscription des femmes et des filles dans la formation aux compétences numériques. Par exemple, au Swahili Port Hub, l'un des plus de 100 centres d'autonomisation des jeunes Ajira dans tout le pays, les filles suivent une formation transformative en compétences numériques telles que la transcription, l'assistance virtuelle, la saisie de données et le marketing numérique, apprendre à utiliser différentes plateformes pour trouver des opportunités d'emploi en ligne, découvrir des ressources pour le renforcement des compétences et devenir compétent dans l'utilisation de divers outils, logiciels et espaces de travail qui sont très demandés sur le marché du travail, en particulier pour les freelances. Un autre centre de formation est le centre Madrasa-Tul-Falaah à Kibera, un centre d'apprentissage islamique avec une riche histoire qui sert de pierre angulaire culturelle pour les communautés nubiennes et musulmanes. Grâce à ce centre, l'initiative reconnaît et intègre la diversité et les identités intersectionnelles des femmes et des filles, en veillant à ce que les besoins culturels et contextuels soient respectés.

Reconnaissant que de nombreuses femmes et filles au Kenya font face à des contraintes financières qui limitent l'accès à l'éducation et à la formation, le programme fournit des centres gratuits sans rendez-vous où les participants reçoivent une formation et un mentorat sur les compétences numériques (principalement des compétences de base) et sont mises en relation avec des opportunités de travail sur les plateformes en ligne dans l'économie des petits boulots et du travail indépendant.

Le programme a obtenu un succès mesurable dans la transformation de la participation des femmes à l'économie numérique du Kenya. De nombreuses femmes en formation sont passées à des travaux numériques indépendants dans des domaines tels que la transcription, l'assistance virtuelle et la création de contenu, ce qui leur a permis d'acquérir une indépendance financière. Les bénéficiaires de ce programme ont également signalé une amélioration du niveau de vie, avec plusieurs sources de revenus contribuant à une plus grande stabilité financière et leur permettant d'améliorer certains aspects de leur vie personnelle et professionnelle.

À mesure que les compétences numériques deviennent la pierre angulaire des économies modernes, des initiatives comme Ajira sont vitales pour combler le fossé entre les sexes dans le domaine technologique et permettre à plus de femmes de devenir des leaders dans le secteur technologique.

Source: Mastercard Foundation: Transforming Lives Through Digital Empowerment, 13 December 2024

Égalité et Équité de Genre

L'égalité de genre se réfère à des résultats égaux pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons.³¹ L'équité de genre se réfère à la justice : le processus d'égalisation des chances pour atteindre l'égalité des sexes. Les approches transformatives de genre sont un moyen d'opérationnaliser l'équité entre les genres, dans le but d'atteindre l'égalité de genre grâce à des mesures intentionnelles et supplémentaires.³²

Dans le contexte de la gouvernance des données, l'égalité de genre signifierait que tous les genres ont une représentation et une participation égales à travers les processus de gouvernance des données. Cela inclut l'occupation de rôles de leadership et techniques, tels que des agents de protection des données, des délégués à la protection des données, des membres des autorités de protection des données et des spécialistes de l'inclusion des genres. Un exemple est la stratégie de statistiques sensible au genre du Rwanda qui garantit que les femmes décideurs politiques sont incluses dans les structures nationales de gouvernance des données.³³

Inversement, l'égalité de genre dans la gouvernance des données vise à garantir que les femmes et les filles aient un accès équitable aux opportunités, au pouvoir et aux ressources pour participer, influencer et bénéficier de la façon dont les données sont collectées, gouvernées, partagées et utilisées. Cela nécessiterait l'introduction de mesures correctives qui s'attaquent spécifiquement aux obstacles uniques en matière de gouvernance des données auxquels font face les femmes et les filles.

Par exemple, le ministère ougandais des TIC et l'Uganda Communications Commission (UCC) –la commission ougandaise des communications ont travaillé avec des groupes de défense des droits des femmes pour mettre en évidence les risques de violences basées sur le genre en ligne, ce qui a conduit à une plus grande sensibilisation des femmes et des filles aux mesures de sécurité en ligne.³⁴ Le cas d'utilisation ci-dessous illustre un exemple supplémentaire d'équité entre les sexes.

³¹ Rachel Marcus, Fiona Samuels, Shoubo Jalal, and Helen Belachew (2022), Background Paper Series UNICEF Gender Policy and Action Plan 2022-2025 Gender-Transformative Programming

³² Ibid

³³ Data Policy (2023): Breaking Barriers: Reinforcing Gender Data Analysis and Use with the Gender Data Lab Initiative: <https://www.datatopolicy.org/use-case/gender#:~:text=Implementation-,Strategic%20Collaboration%20in%20Action,the%20implementation%20of%20its%20activities>.

³⁴ WOUGNET (2024); Fostering Gender Inclusive Online Spaces in Uganda: [https://wougnnet.org/fostering-gender-inclusive-online-spaces-in-uganda-insights-from-the-our-voices-our-futures-consultative-meeting/#:~:text=Project%20Context%20and%20Progress,%2Dbased%20violence%20\(OGBV\)](https://wougnnet.org/fostering-gender-inclusive-online-spaces-in-uganda-insights-from-the-our-voices-our-futures-consultative-meeting/#:~:text=Project%20Context%20and%20Progress,%2Dbased%20violence%20(OGBV)).

Le Centre africain d'excellence en bioinformatique et sciences intensives en données (ACE-Uganda) a lancé le programme She-Data Science, une initiative visant à doter les jeunes femmes ougandaises de compétences pratiques très recherchées dans les domaines de la science des données, de l'intelligence artificielle et de la bioinformatique. L'initiative vise à combler le fossé entre les sexes dans la science des données et la technologie en donnant aux jeunes femmes les compétences nécessaires pour s'épanouir activement et participer à façonner l'avenir du travail et de l'innovation à l'ère numérique. Le programme a soutenu deux femmes au niveau du doctorat, cinq au niveau de la maîtrise et plusieurs autres dans des stages, les positionnant comme pionnières dans un domaine où les femmes restent sous-représentées. Le gouvernement de l'Ouganda, par l'intermédiaire du ministère des TIC et de l'orientation nationale, s'est engagé à élargir ces opportunités dans le cadre de la Feuille de route pour la transformation numérique (2023–2027), qui privilégie le développement des compétences, l'innovation et la participation des femmes aux TIC

En fournissant un soutien et des ressources ciblés aux femmes qui sont historiquement sous-représentées dans la science et la technologie des données, le programme She Data Science démontre l'équité entre les sexes dans l'action. De plus, le programme garantit que les femmes ne sont pas seulement incluses mais aussi dotées des compétences nécessaires pour participer de manière significative aux données émergentes et aux domaines numériques. Ce faisant, il contribue à une croissance inclusive, à l'innovation et au développement durable, tout en positionnant les femmes aux avant-postes de la révolution numérique.

Source: The African Center of Excellence in Bioinformatics and Data-Intensive Sciences (ACE-Uganda) and Ministry of ICT & National Guidance, Uganda (2024)

Dans plusieurs pays africains, des consultations sur les politiques de TIC à travers des plateformes comme des webinaires, les conférences et les ateliers destinés aux parties prenantes offrent des occasions inestimables pour les hommes et les femmes leaders dans le domaine de la technologie de partager leurs points de vue afin de s'assurer que les décisions sur la protection des données reflètent les préoccupations de chacun³⁵. Atteindre l'égalité et l'équité de genre ne se résume pas seulement à une représentation égale mais aussi à propos de l'équité dans l'accès, participation et influence. Elle nécessite des politiques délibérées, des pratiques sensibles au genre et une collaboration entre les gouvernements et d'autres parties prenantes telles que la société civile, le milieu universitaire et le secteur privé pour s'assurer que toutes les personnes, indépendamment du sexe, peuvent bénéficier de la gouvernance des données.

³⁵ UN WOMEN (2024), Bridging the digital gender divide through mentorship and collaboration

Normes de Genre

Ce sont des règles sociales informelles définissant le comportement attendu, les rôles et les responsabilités des personnes en fonction de leur genre perçu.³⁶ Les normes de genre font partie des structures qui sous-tendent l'inégalité de genre et constituent une cible clé du changement dans les approches transformatrices de genre.³⁷ Dans le contexte de la gouvernance des données, les normes de genre influencent qui est priorisé dans les décisions, à qui les données sont collectées, comment elles sont catégorisées et comment elles sont utilisées dans les processus décisionnels. La transformation des normes de genre nécessite un changement à tous les niveaux, y compris l'individu, la communauté, les systèmes, les services et les politiques.³⁸ Cette transformation garantit que les processus de gouvernance non seulement reflètent en principe l'équité de genre mais éliminent activement les obstacles systémiques dans la collection, analyse et application des données. L'exemple ci-dessous démontre un cas d'utilisation de la rupture des normes de genre dans la technologie numérique.

Le gouvernement du Rwanda s'est engagé à briser les normes de genre par diverses initiatives. L'un d'eux est la stratégie Women Empowerment Through Digital Technologies (WEM-TECH) pour assurer l'autonomisation des femmes et leur pleine participation basée sur l'égalité dans toutes les sphères de la société et de la technologie numérique. La stratégie positionne les femmes en tant qu'innovatrices, conceptrices, et contributrices aux processus de données, développeurs allant au-delà du simple accès ou simplement utilisation ou accès à la technologie pour façonner et améliorer activement leur vie quotidienne. L'un des objectifs de cette stratégie est de s'attaquer aux obstacles découlant des normes sociales et des stéréotypes et d'améliorer la sécurité numérique pour l'inclusion des femmes.

D'autres initiatives comme « Inkubito z'Icyeza » (récompensant les filles les plus performantes et des programmes de bourses pour les filles) dans le cadre de la Fondation Imbuto aident les filles issues de familles vulnérables à accéder à l'éducation, à poursuivre leurs rêves et à participer à des domaines traditionnellement dominés par les hommes tels que la science, Technologie, mathématiques et technologies de l'information et de la communication, améliorant ainsi leur employabilité et leur autonomisation économique.

We Code : Initié par la chambre des TIC de la Fédération du secteur privé rwandais et l'université du Rwanda. « 250 Startup » est un programme d'incubation qui a gradué environ 30 startups jusqu'à présent. Les startups comprennent des entreprises fondées et dirigées par des femmes. À ce jour, 108 femmes ont obtenu leur diplôme en développement de logiciels et de compétences non techniques dans les deux premières cohortes, et par conséquent, 91,5 % de toutes les diplômées des première et deuxième cohortes sont employées

Source: Rwanda (EN), UN Women (2022), Women Empowerment Through Digital Technologies (Wem-Tech) Strategy

³⁶ Rachel Marcus, Fiona Samuels, Shoubo Jalal, and Helen Belachew (2022), Background Paper Series UNICEF Gender Policy and Action Plan 2022-2025 Gender-Transformative Programming

³⁷ Ibid

³⁸ Generation Equality Forum (2021) Transforming Gender Norms to Achieve Equality Now Curated Discussion Report #3

Autonomisation

L'autonomisation est définie de diverses manières. Une définition complète le décrit comme un voyage personnel au cours duquel les individus, grâce à un accès accru et à une conscience critique, développent une compréhension claire et évolutive d'eux-mêmes, leurs droits et les possibilités dans le monde qui les entoure.³⁹ Ce processus implique une plus grande capacité d'agir, une voix et une participation accrues, leur permettant de faire des choix personnels et publics éclairés qui améliorent leur vie et leurs communautés.⁴⁰ Pour soutenir l'autonomisation des femmes, il est essentiel de travailler ensemble pour transformer les structures, les institutions et les dynamiques qui renforcent et perpétuent les inégalités et les obstacles.⁴¹ La promotion de l'autonomie des femmes et des filles est un élément clé de la programmation transformative en matière de genre.⁴² Pour la gouvernance des données, cela impliquerait de doter les femmes et d'autres parties prenantes des compétences nécessaires pour comprendre, analyser et utiliser les données afin de plaider en faveur des droits des femmes, ainsi que de tenir les gouvernements responsables. L'exemple ci-dessous illustre un cas d'utilisation de l'autonomisation.

Au Nigeria, l'organisation Women's Technology Empowerment Centre (W.TEC), est devenue une force de premier plan pour l'autonomisation des femmes et des filles dans les données et la technologie numérique. Grâce à ses programmes axés sur les compétences numériques, le mentorat et le leadership, W.TEC a formé un bon nombre de femmes aux compétences en entrepreneuriat numérique.

Les femmes et les filles historiquement sous-représentées dans la technologie et les données ont reçu des ressources ciblées et un soutien afin qu'elles puissent participer de manière significative en tant qu'innovatrices, codeuses, utilisatrices de données et entrepreneurs numériques, pas seulement consommatrices de technologie.

De tels efforts contribuent à combler le fossé entre les sexes dans l'économie numérique et ainsi à faire progresser l'autonomisation des femmes dans la gouvernance des données et du numérique au Nigeria.

Source: The women's Technology Empowerment Centre (W.Tec) 2024 Impact Report

³⁹ A.Cornwall, (2016), Women empowerment: What works? *Journal of International Development*. *J. Int. Dev.* 28, 342–359 (2016) Published online 28 March 2016 in Wiley Online Library (wileyonlinelibrary.com) DOI: 10.1002/jid.3210T

⁴⁰ Ibid

⁴¹ Naguib, R. (2024). Grounded Approach to Women's Empowerment: Understanding the Complexities. In: Naguib, R. (eds) *Women's Empowerment and Public Policy in the Arab Gulf States*. *Gulf Studies*, vol 11. Springer, Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-99-6006-4_2

⁴² Ibid

Chapitre 3:

Mandats Clés de l'Union Africaine sur la Transformation du Genre

La gouvernance des données transformatrices de genre est fondée sur des mandats mondiaux, régionaux et nationaux qui engagent les gouvernements et les institutions à faire progresser l'égalité des sexes et l'inclusion par le biais de systèmes de données. L'Union Africaine et ses États membres ont entériné série d'engagements allant de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et du Cadre de politique de données de l'Union Africaine au Protocole de Maputo et à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui mettent l'accent sur des approches inclusives, équitables et fondées sur les droits en matière d'égalité de genre.

Il est essentiel de comprendre ces mandats car ils constituent la base pour responsabiliser les gouvernements et les institutions, en veillant à ce que les pratiques en matière de données non seulement reconnaissent les différences entre les sexes mais aussi éliminent activement les obstacles structurels qui perpétuent l'inégalité. Ce chapitre fournit un synopsis des mandats clés sur l'inclusion de genre.

Agenda 2063 de l'Union Africaine

Lors de la 24ème session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine, tenue en janvier 2015 à Addis-Abeba, en Éthiopie, les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé que l'Agenda 2063 place l'égalité de genre et l'autonomisation des jeunes comme piliers centraux de la transformation de l'Afrique, pour construire des sociétés solidaires et inclusives.⁴³ L'assemblée a en outre souligné qu'aucune société ne peut atteindre son plein potentiel, à moins qu'elle n'autonomise les femmes et les jeunes et n'élimine tous les obstacles à la pleine participation des femmes dans toutes les sphères de l'activité humaine.⁴⁴

Ce mandat clé envisage un continent où tous les citoyens sont activement impliqués dans la prise de décision à tous les niveaux et où aucun enfant, femme ou homme ne sera laissé pour compte ou exclu, sur la base du sexe, de l'affiliation politique, de la religion, de l'appartenance ethnique, de la localité, de l'âge ou d'autres facteurs.⁴⁵

Par exemple, depuis la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA en 2014, les pays continuent de faire des progrès notables dans la promotion des droits des femmes, notamment en matière de participation politique, d'éducation et d'opportunités socio-économiques ainsi que d'intégration

⁴³ Agenda 2063 de l'Union Africaine

⁴⁴ Ibid

⁴⁵ Ibid, Aspiration 6, Goal 47-52

dans la population active. Des progrès réguliers vers une gouvernance plus inclusive à différents niveaux ont été observés dans des pays tels que le Rwanda, la Namibie et l'Éthiopie.⁴⁶ L'objectif ultime de ce mandat clé est la participation des femmes dans tous les secteurs à tous les niveaux, ainsi que la création d'un environnement propice à leur épanouissement. Les engagements de l'Agenda 2063 servent de référence pour intégrer le genre dans les systèmes de données qui façonnent la politique et la prise de décision à travers les secteurs. Il sert de point de référence pour les efforts concertés de l'Afrique visant à faire progresser la gouvernance des données transformatrices en matière de genre. Les pays africains doivent donc fournir un environnement favorable pour que les femmes et les jeunes puissent s'épanouir et réaliser leur plein potentiel.

Le Cadre de Politique de Données de l'Union Africaine

Dans une perspective transformatrice en matière de genre, le Cadre de politique de données de l'Union Africaine souligne que le recours croissant aux données, en particulier pour la prise de décision, ne doit pas renforcer les injustices historiques ou approfondir les inégalités structurelles entre les genres. Assurer une gouvernance des données sensible au genre inclusive est essentiel pour éliminer les obstacles systémiques auxquels les femmes et les filles sont confrontées. Par exemple, les modèles prédictifs utilisés pour concevoir des programmes de subventions ou distribuer des semences résilientes au climat peuvent privilégier les propriétaires masculins tout en négligeant les femmes des petits exploitants agricoles, qui constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole. Sans données sensibles au genre, les politiques risquent d'aggraver les inégalités en matière de productivité agricole et de sécurité alimentaire en Afrique.⁴⁷ Le Cadre demande que les systèmes de données soient conçus de manière à ce que les femmes et les filles ainsi que d'autres groupes sous-représentés soient visibles, représentés équitablement et activement inclus dans la formation de l'avenir des données en Afrique.

Le cadre stratégique en matière des données de l'UA exhorte en outre les États membres à réduire les risques et à atténuer les dommages dans la gouvernance des données en élaborant et en respectant des codes éthiques qui répondent au contexte africain et prennent explicitement en compte les voix des citoyens, des personnes marginalisées et sous-représentées, tels que les femmes et les filles.

Ces codes d'éthique doivent aller au-delà des normes génériques, en intégrant des garanties dans les systèmes de données et les algorithmes qui reflètent les réalités vécues et les voix des femmes et d'autres groupes marginalisés souvent exclus du processus décisionnel. Par exemple, les cadres de gouvernance existants, souvent importés des pays du Nord, sont généralement conçus pour des contextes avec différentes traditions juridiques, capacités infrastructurelles et dynamiques culturelles, ce qui les rend mal alignés sur les réalités africaines. Cette déconnexion a conduit à des problèmes de biais,

⁴⁶ Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), 2024, Participation politique des femmes: Baromètre Afrique 2024

⁴⁷ Nchanji, E.B., Ageyo, O.C., Puskur, R. et al. (2024), Towards gender-transformative metrics in seed system performance measurement: insights for policy and practice in Sub-Saharan Africa. <https://doi.org/10.1186/s43170-024-00291-6>

de méfiance et de sous-représentation dans la prise de décision basée sur les données.⁴⁸

Le cadre note en outre que certaines catégories de données et certains secteurs spécifiques peuvent nécessiter des approches de gouvernance des données adaptées qui répondent à leurs défis uniques. Cependant, ces mesures ne devraient pas créer de cloisonnements qui pourraient les rendre moins utilisables mais devraient être en harmonie avec les principes généraux de gouvernance des données et ce cadre politique dans son ensemble. Une approche inclusive spécifique à l'Afrique est urgemment nécessaire pour s'assurer que la gouvernance des données reflète les valeurs, les réalités et les aspirations des femmes et des filles tout en protégeant leurs droits.

Politique de Genre de l'Union Africaine

La politique de genre cherche à combler l'écart d'inégalité entre les hommes et les femmes en mettant particulièrement l'accent sur la lutte contre les inégalités persistantes entre les genres et sur le renforcement de la compréhension et de la reconnaissance des contributions des femmes au développement. Par exemple, la vision de la politique est d'atteindre une société africaine fondée sur la démocratie, l'égalité des genres, les droits humains et la dignité où l'égalité de statut entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, est reconnue et les deux sexes prospèrent ensemble harmonieusement, dans un environnement paisible et sécurisé caractérisé par un partenariat égal en matière de prise de décision pour le développement du continent.⁴⁹ En fait, l'objectif de la politique de genre de l'Union Africaine est de promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes en Afrique grâce à une approche fondée sur les droits et basée sur des preuves qui utilise des données désagrégées et des indicateurs de performance pour favoriser des environnements et des pratiques sensibles au genre à tous les niveaux.

Bien que des progrès notables aient été réalisés dans de nombreux pays africains, les préoccupations des femmes restent souvent secondaires dans les programmes de développement, avec une représentation limitée des initiatives en faveur de l'égalité de genre et des droits des femmes à travers le continent.⁴⁹ Les obstacles persistants incluent une capacité institutionnelle limitée et une volonté politique insuffisante pour intégrer la dimension de genre, excluant les femmes des processus décisionnels, les empêchant de bénéficier pleinement de la croissance économique, des droits humains et du développement social.

⁴⁸ George, Patrick. (2023). Inclusive, Trustworthy Data Governance in Africa - Designing governance frameworks tailored for underrepresented regions.

⁴⁹ Politique de l'Union africaine en matière de genre 2009

Protocole de Maputo

Le protocole de Maputo (Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique) oblige les États membres de l'Union africaine à prendre des mesures concrètes pour promouvoir et protéger les droits des femmes en assurant leur pleine participation dans toutes les sphères de la vie, y compris la gouvernance et les processus décisionnels. Il appelle à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à l'intégration de perspectives sexospécifiques dans toutes les étapes de la planification du développement.

Le protocole affirme que le développement est inaccessible sans la voix et le leadership des femmes au cœur des structures de gouvernance. Il préconise l'intégration des considérations de genre dans les processus gouvernementaux pour s'assurer que les besoins et les priorités des femmes sont pris en compte. Ce faisant, le protocole positionne l'intégration du genre non pas comme une question périphérique mais comme un pilier fondamental de la gouvernance démocratique et de la justice sociale en Afrique.

Chapitre 4:

Objectifs Stratégiques Clés pour une Gouvernance des Données Transformatrice en Matière de Genre

Une approche transformatrice en matière de genre vise à découvrir et à aborder les causes sous-jacentes des inégalités, de la discrimination, des contraintes et de l'exclusion fondées sur le genre. Ces causes incluent souvent des normes de genre enracinées, des stéréotypes, des attitudes et comportements socioculturels, ainsi que des relations de pouvoir à plusieurs niveaux, tous facteurs qui créent, renforcent et perpétuent les inégalités de genre.⁵⁰

L'inégalité de genre et les normes sexistes néfastes alimentent la discrimination et l'injustice dans les systèmes et processus de gouvernance des données, ainsi que limitant l'accès à l'information et la participation des femmes et d'autres groupes marginalisés. Les interventions qui ne tiennent pas compte du genre risquent d'être exploitantes ou nocives, ainsi que inefficaces. Un système de gouvernance des données efficace doit avoir le genre au centre.

Les approches transformatrices de genre abordent les normes et pratiques qui sous-tendent l'inégalité de genre, remettent en question et finalement transforment la répartition inégale du pouvoir dans la société, bénéficiant aux personnes de tous genres. Adopter ces approches aidera à mettre fin à la discrimination et à l'exclusion dans les systèmes et processus de gouvernance des données.

Dans le contexte de la gouvernance des données, adopter une approche transformatrice en matière de genre implique de travailler à transformer les normes de genre néfastes qui favorisent l'exclusion des femmes dans les processus de gouvernance des données ; éliminer les obstacles liés au genre pour les services et plaider pour l'égalité de genre.

Par exemple, plusieurs pays africains ont lancé des programmes nationaux d'identification numérique. Bien qu'elle ait pour objectif de rationaliser l'accès aux services, la société civile a fréquemment exprimé ses préoccupations quant au fait que les femmes, en particulier celles des zones rurales, étaient exclues en raison d'inégalités de genre profondément enracinées. De nombreuses femmes ne disposaient pas des documents (tels que les certificats de naissance ou les titres de propriété) nécessaires pour s'enregistrer ; un obstacle lié à la discrimination historique entre les genres en matière d'héritage et de droits fonciers. En réponse, les organisations de défense des droits de l'homme ont proposé une approche transformatrice pour le genre en plaidant pour une réforme des politiques sur la preuve d'identité, en remettant en question les normes discriminatoires, en élargissant l'accès pratique grâce à une sensibilisation ciblée et à l'enregistrement mobile, et en liant le plaidoyer pour l'identité numérique à des réformes structurelles plus larges dans les droits fonciers et successoraux.

⁵⁰ Open Data Watch & Data 2X, (2019), Bridging the Gap: Mapping Gender Data Availability in Africa Technical Report

Une approche transformatrice promeut donc l'égalité de genres, en examinant de manière critique les inégalités et le genre, en renforçant les pratiques positives et en remodelant les structures sociales, les politiques et les systèmes qui soutiennent l'inégalité de genre.⁵¹

Les objectifs stratégiques suivants ressortent comme des considérations clés soulevées lors des ateliers participatifs dans les trois pays : la Côte d'Ivoire, l'Ouganda et la Zambie qui ne devraient pas être négligés lors d'une gouvernance des données transformatrice en matière de genre. Chacun des composants est expliqué et comporte des actions spécifiques respectives que les utilisateurs de ce manuel peuvent exploiter pour améliorer leur intégration du genre dans la gouvernance des données.

De plus, chaque objectif stratégique comprend une liste de contrôle avec des questions pour aider les utilisateurs à évaluer la conformité aux processus de gouvernance des données et à s'assurer que leurs actions sont alignées sur les objectifs stratégiques de ce manuel pour la gouvernance des données transformatrices en matière de genre. De plus, les listes de contrôle permettront aux utilisateurs de comparer les pratiques existantes en matière de gouvernance des données avec les normes mises en évidence dans ce manuel, d'identifier les lacunes et les biais dans la chaîne de valeur des données et d'orienter l'élaboration de politiques et de programmes tenant compte du genre. Les listes de contrôle serviront également d'outil de réflexion et de collaboration, encourageant le dialogue lors des consultations, des formations et des réunions avec les parties prenantes pour promouvoir une compréhension partagée, échanger des bonnes pratiques et co-créer des solutions.

Objectif Stratégique 1: Engagement des Citoyens dans les Pratiques de Gouvernance des Données

Les contributions des citoyens aux données, tout au long de la chaîne de valeur des données, depuis la conception, la collecte jusqu'à la diffusion et l'utilisation, sont vitales pour garantir que les données reflètent les réalités vécues et les besoins de toutes les personnes, en particulier des groupes marginalisés. Une telle participation permet aux communautés de s'engager de manière significative avec les institutions publiques, amplifie les voix marginalisées, étend la propriété citoyenne de la production de données et améliore la responsabilité. Les contributions des citoyens aux données aident également à surmonter les défis liés aux données, tels que l'invisibilité de certaines catégories de personnes dans les statistiques officielles, le manque de confiance envers les institutions, et la déconnexion entre les problèmes locaux et l'élaboration des politiques nationales, favorisant un processus décisionnel plus inclusif.⁵²

Dans de nombreux contextes, les femmes et d'autres groupes marginalisés ne sont pas suffisamment impliqués dans la gouvernance des données à différents niveaux et elles restent ignorantes de leurs droits, responsabilités et influence potentielle sur la façon dont les données sont collectées, gérées et utilisées.⁵³

⁵¹ Maina, S., & Rooney, L. (2024). Gender data is not just valuable; it is essential in preventing and responding to gender-based violence. But there are gaps; UN Women and Lauren Rooney, iMMAP Inc.

⁵² UNSD (2024), The Copenhagen Framework on Citizen Data

⁵³ Chowdhury, R. Misrepresentation of Marginalized Groups: A Critique of Epistemic Neocolonialism. *J Bus Ethics* 186, 553–570 (2023). <https://doi.org/10.1007/s10551-022-05229-4>

En pratique, leur participation se limite souvent à donner le consentement lors de la collecte des données, et seulement lorsqu'elles sont directement impliquées.⁵⁴ Une participation plus large est fréquemment dominée par les organisations internationales, les ministères gouvernementaux et probablement quelques organisations de la société civile, laissant ces groupes de personnes exclus d'une implication plus profonde dans la prise de décision.⁵⁵

À travers l'Afrique, les femmes ont participé à des activités telles que l'analyse des budgets et des données sur la prestation de services, ainsi qu'à la co-conception d'initiatives de transparence telles que les cartes d'évaluation communautaires et les tableaux de bord de données ouvertes, leur donnant un rôle direct dans la gouvernance des données tout en assurant que les obstacles spécifiques au genre soient identifiés et pris en compte.⁵⁶

Collaborer avec les femmes et intégrer leurs idées améliore leur visibilité dans les données, en mettant en évidence les voix souvent « laissées derrière » et en révélant que les sources traditionnelles manquent d'expériences. La participation des femmes à la chaîne de données améliore les preuves de prise de décision et comble le fossé de confiance entre les citoyens et les gouvernements.⁵⁷ Les contributions des femmes et des filles aux données, telles que la production de données principales ou la participation à la production de statistiques officielles, peut être initié par différentes parties prenantes, qu'elles soient étatiques (bureaux nationaux de statistique ou autres institutions gouvernementales) ou non étatiques, y compris des individus, des organisations de la société civile (OSC) ou le milieu universitaire. Cela peut avoir lieu à différentes étapes de la chaîne de valeur des données, depuis la conception de l'outil de collecte de données, en passant par la production et l'analyse des données, jusqu'à leur diffusion et leur utilisation.⁵⁸

Action Spécifique 1 : Associez-vous aux mouvements de femmes et de filles pour une gouvernance participative des données.

Regardez les mouvements et les défenseurs des femmes et des filles, qui sont depuis longtemps à l'avant-garde du changement réel dans l'écosystème de la gouvernance des données, et collaborez avec eux/demandez leur participation aux initiatives liées à la gouvernance des données. Ces mouvements et défenseurs sont souvent des experts dans les types de mobilisation sociale et de construction de coalitions qui fournissent le terrain fertile sur lequel l'utilisation des données et d'autres approches de transparence et de responsabilité peuvent prendre racine. Impliquez-les dans des approches de suivi des données telles que les cartes d'évaluation citoyennes, les plateformes de données ouvertes et les tableaux de bord, pour renforcer la responsabilité dans les processus de gouvernance des données.

⁵⁴ Data2X, (2022), Transforming the Data Landscape. Solutions to Close Gender Data Gaps. <https://data2x.org/wp-content/uploads/2022/04/Solutions-to-Close-Gender-Data-Gaps-FINAL.pdf>

⁵⁵ Groupe de discussion en Zambie

⁵⁶ Albert Meijer, Suzanne Potjer, (2018) Citizen-generated open data: An explorative analysis of 25 cases, *Government Information Quarterly*, Volume 35, Issue 4, Pages 613-621, ISSN 0740-624X, <https://doi.org/10.1016/j.giq.2018.10.004>.

⁵⁷ UNESCO (2024), *Empowering Voices: Citizen-Generated Gender Data for Inclusive Governance*

⁵⁸ Ibid

Action Spécifique 2 : Renforcer la capacité des femmes et des filles à façonner la gouvernance des données.

Fournir un renforcement des capacités et un soutien technique dédiés aux mouvements de femmes et de filles pour les aider à utiliser les données et à mieux s'engager dans les processus et pratiques de gouvernance des données. Un engagement significatif avec les femmes et les filles devrait devenir une norme de routine, pas une réflexion après coup. Promouvoir la littératie en matière de gouvernance des données chez les femmes et les groupes marginalisés améliore leur capacité à contribuer de manière significative. Des programmes adaptés, tenant compte des niveaux d'alphabétisation et des nuances culturelles, qui dotent les femmes de compétences pour collecter, analyser et interpréter les données sur le genre. Les ateliers et les campagnes éducatives favorisent l'appropriation et la confiance dans la génération de données sur le genre.

Liste de contrôle pour l'Engagement des Citoyens dans les Pratiques de Gouvernance des Données

Les gouvernements et les partenaires peuvent utiliser la liste de contrôle suivante pour évaluer si les initiatives de gouvernance des données centrent les voix, l'expertise et le pouvoir des femmes et des filles.

1. Les mouvements de femmes et de filles participent-ils activement à la conception et à la mise en œuvre d'initiatives de gouvernance des données dans l'ensemble de la chaîne de valeur des données?
2. Existe-t-il des formations ou programmes dédiés, des ressources et un soutien technique pour s'assurer que les femmes et les filles peuvent participer de manière significative aux données ouvertes, aux cartes d'évaluation citoyennes et aux mécanismes de redevabilité?
3. Existe-t-il des mécanismes permettant aux femmes et aux filles de fournir un retour d'information sur la valeur et la volonté de continuer à participer aux processus de gouvernance des données ?

Objectif Stratégique 2: Gouvernance Éthique des Données de Genre

Alors que les gouvernements modernisent leurs systèmes de données, la gouvernance éthique des données est devenue une pierre angulaire pour garantir l'équité, l'intégrité et l'inclusion dans l'utilisation des données. Il est de plus en plus vital pour gouverner les processus de données à travers la chaîne de valeur et stimuler le développement et l'innovation dans les gouvernements africains. Cependant, de nombreuses approches de gouvernance existantes en Afrique sont adaptées à partir de cadres mondiaux qui ne prennent pas suffisamment en compte la diversité culturelle du continent, ses réalités infrastructurelles et ses contextes sociopolitiques. Les approches actuelles manquent souvent d'inclusivité et ne parviennent pas à établir une confiance suffisante entre les parties prenantes, ce qui entraîne un biais persistant, un accès inéquitable et une participation communautaire limitée.⁵⁹

⁵⁹ George, Patrick. (2023). Inclusive, Trustworthy Data Governance in Africa - Designing governance frameworks tailored for underrepresented regions.

La gouvernance éthique des données implique l'établissement de normes appropriées pour maintenir la qualité des données et protéger les droits des femmes et des filles tout en veillant à ce que les données soient collectées et utilisées de manière responsable.⁶⁰ Elle met l'accent sur les normes garantissant que seule la quantité minimale de données nécessaire pour atteindre le but visé est collectée et utilisée de manière responsable.⁶¹ Cela implique également des normes qui garantissent que les données sont exactes et de bonne qualité, et que des mesures de sécurité robustes sont mises en œuvre pour protéger les données des femmes et des filles contre l'accès, le traitement ou l'endommagement non autorisés.⁶² Des lignes directrices éthiques sont vitales pour garantir le respect des droits et du bien-être des femmes et des filles, contribuant ainsi à la crédibilité et à la durabilité des données générées.⁶³

Cependant, à mesure que les systèmes de données évoluent et deviennent interconnectés, en particulier par le biais de flux de données transfrontaliers, il est nécessaire d'élaborer des directives plus claires pour gérer les défis éthiques liés au partage, à l'accès et à l'utilisation des données. Une telle orientation devient essentielle pour s'assurer qu'il existe des pratiques de gouvernance éthiques, équitables et fondées sur les droits qui aideront à prévenir les violations involontaires de la vie privée et des droits de la communauté.⁶⁴ Par exemple, il y a eu des cas d'exploitation des données de santé, de surveillance politique, et l'exclusion numérique, qui affectent de manière disproportionnée les femmes rurales et les communautés marginalisées dans divers pays africains.⁶⁵

La gouvernance éthique des données pour les pays africains signifie créer des systèmes et des politiques qui garantissent que les données sur les femmes, les filles et les groupes marginalisés sont collectées, gérées et utilisées de manière à promouvoir l'égalité de genre, protéger les droits et éviter les préjudices ainsi qu'à s'aligner aux normes internationales.⁶⁶

Action Spécifique 1: Intégrer des dispositions sensibles au genre dans la gouvernance des données. Veiller à ce que les processus de gouvernance des données garantissent des mécanismes sensibles au genre qui sont spécifiques au contexte. Par exemple, intégrer des dispositions sensibles au genre dans les processus de gouvernance nationale des données, maintenir la confidentialité et les normes de sécurité, et protéger les données contre l'utilisation abusive et la discrimination.

⁶⁰ Teanna Barrett, Chinasa T. Okolo, B. Biira, Eman Sherif, Amy Zhang, and Leilani Battle. 2025. African Data Ethics: A Discursive Framework for Black Decolonial AI. In The 2025 ACM Conference on Fairness, Accountability, and Transparency (FAccT '25), June 23–26, 2025, Athens, Greece. ACM, New York, NY, USA, 16 pages. <https://doi.org/10.1145/3715275.3732023>

⁶¹ WHO (2016), Putting women first: ethical and safety recommendations for research on domestic violence against women: Ethical and safety recommendations for intervention research on violence against women. Building on lessons from the WHO publication

⁶² Adele V. (2022), A_study_on_information_privacy_concerns_and_expectations_of_demographic_groups_in_South_Africa

⁶³ Appiah R, Raviola G, Weobong B. (2024), Balancing Ethics and Culture: A Scoping Review of Ethico-Cultural and Implementation Challenges of the Individual-Based Consent Model in African Research. *Journal of Empirical Research on Human Research Ethics*;19(3):143-172

⁶⁴ OECD, (2021), Good Practice Principles for Data Ethics in the Public Sector,

⁶⁵ AFIC (2024), Data is power but who controls it? <https://www.africafoicentre.org/data-is-power-but-who-controls-it-dialogue-on-data-governance/>

⁶⁶ Ibid

Action Spécifique 2: Avoir des lignes directrices éthiques claires. S'assurer qu'il existe des directives et protocoles éthiques clairs pour les processus de gouvernance des données transparents. En outre, établir des protocoles de partage des données pour lesquels les données sur le genre peuvent être partagées et avec quelles institutions, ainsi que la façon dont elles devraient être collectées.

Les directives devraient également inclure des systèmes de surveillance pour suivre les impacts positifs et les risques potentiels pour les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés qui peuvent survenir dans les processus de gouvernance des données..

Liste de contrôle pour la Gouvernance Éthique des Données de Genre

Les parties prenantes peuvent utiliser cette liste de contrôle pour évaluer si les processus de gouvernance des données sont sensibles au genre et inclusifs. Ils mettent l'accent sur la protection contre la discrimination, la lutte contre les biais, l'établissement de directives claires, le suivi des risques et des avantages et la promotion de la collaboration entre les parties prenantes pour assurer la responsabilité et l'équité dans la gouvernance des données.

1. Les protocoles nationaux de gouvernance des données incluent-ils des dispositions tenant compte du genre qui protègent contre la discrimination et l'utilisation abusive des données sur le genre?
2. Les gouvernements ont-ils mis en place des mécanismes pour relever les défis et les préjugés éthiques particuliers qui affectent les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés dans la gouvernance des données?
3. Des directives éthiques et des protocoles pour la gouvernance des données à travers la chaîne de valeur des données pour garantir l'inclusion des genres, ont-ils été développées?
4. Des systèmes de surveillance sont-ils en place pour suivre à la fois les impacts positifs et les risques potentiels pour mettre en œuvre des pratiques de données intersectionnelles et de genre?
5. Existe-t-il une plateforme ou un mécanisme multipartite établi pour la collaboration continue, l'examen et l'adaptation des pratiques sensibles au genre dans la gouvernance des données?

Objectif Stratégique 3: Renforcer la Production et l'Utilisation des Données sur le Genre

L'état des systèmes de données sur le genre dans les pays africains est extrêmement médiocre. Dans la plupart des pays, les données sur le genre ne sont pas facilement disponibles et, lorsqu'elles le sont, elles ne sont souvent pas entièrement ouvertes.⁶⁷ En outre, il y a un manque de soutien dans l'ensemble du système de données sur le genre pour la production et l'utilisation des données sur le genre. Les méthodes de collecte des données prennent en compte les stéréotypes et les facteurs sociaux et culturels qui peuvent induire un biais de genre dans les données.⁶⁸

Les données sur le genre sont largement insuffisantes pour de nombreux pays africains, ce qui entraîne des lacunes importantes dans la compréhension des réalités vécues par les femmes, filles et groupes de genre divers.⁶⁹ Le travail productif des femmes et leurs contributions au développement sont donc souvent sous-estimés dans les statistiques officielles des pays.⁷⁰ Les données sur ces questions ne sont pas bien couvertes par les enquêtes, et des lignes directrices cohérentes sur la collecte de données ventilées par sexe pour ces sujets ne sont pas non plus disponibles.⁷¹

Même lorsque des données sont recueillies, des problèmes de qualité se posent en l'absence de normes cohérentes pour la collecte de données.⁷² Une préoccupation majeure est le recours aux méthodes d'enquête en utilisant des répondants indirects pour rendre compte des résultats pour les autres membres du ménage, particulièrement les femmes.⁷³ Cette approche introduit fréquemment des problèmes d'erreurs de mesure chez les femmes, car celles-ci ne sont pas déclarées par le répondant par procuration, qui est généralement le chef/membre du ménage.⁷⁴

Cette absence renforce l'élaboration de politiques aveugles au genre et sape le développement inclusif. Sans données fiables, les gouvernements nationaux, les agences de développement et les acteurs ne peuvent pas identifier ou aborder avec précision les problèmes, ni évaluer l'impact des décisions sur la population.⁷⁵

La manière dont les enquêtes sont administrées affecte également l'exactitude des données collectées. Des facteurs tels que la formulation, la rédaction des questions, la présence d'autres personnes pendant l'entretien et le choix de l'enquêteur peuvent affecter considérablement les réponses, en particulier pour les questions sensibles.⁷⁶ Par exemple, dans les groupes de

⁶⁷ UNFPA (2014), Guide on the Gender Analysis of Census Data

⁶⁸ Beegle, K., Serajuddin, U., Stacy, B., & Wadhwa, D. (2023). Missing SDG Gender Indicators.

⁶⁹ Participant Uganda workshop

⁷⁰ UNFPA (2024), Guide on the Gender Analysis of Census Data

⁷¹ Ibid

⁷² Kabir, Sajjad. (2016). Methods of Data Collection.

⁷³ Cobb, Curtiss. (2017). Answering for Someone Else: Proxy Reports in Survey Research

⁷⁴ Ibid

⁷⁵ Africa Development Bank (2016), Using data to close gender gaps and accelerate women's empowerment in Africa

⁷⁶ Open Data Watch and Data2x (n.d), Integrating Intersectionality in Data Systems: Prepared by Open Data Watch and Data2X A Practical Guide Across the Data Value Chain,

discussion mixtes, les femmes peuvent parler moins ou s'abstenir de partager leurs opinions ouvertement, en particulier sur des sujets sensibles, en raison des normes sociales dominantes et des dynamiques de pouvoir. Pour cette raison, les exercices de collecte de données, que ce soit par le biais de recensements, d'enquêtes spécialisées sur la population ou de dossiers administratifs, ne doivent pas créer ou renforcer la discrimination existante, le biais ou des stéréotypes exercés contre des groupes de population.⁷⁷ Une collecte de données appropriée est un point de départ essentiel pour réaliser une gouvernance des données transformatrice en termes de genre. Il a le potentiel de révéler comment l'inégalité, la discrimination et l'exclusion fondées sur le genre sont socialement construites en identifiant les causes profondes sous-jacentes et en mettant en évidence les moyens par lesquels le changement transformateur et les résultats peuvent être promus. ⁷⁸ Un investissement accru dans les études qualitatives est également essentiel pour une compréhension globale des réalités vécues par les hommes et les femmes, en particulier ceux issus de groupes marginalisés.⁷⁹

Action Spécifique 1: Co-crée et implique les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés dans les processus de production de données, tels que la conception d'enquêtes et d'autres outils de collecte de données pour s'assurer que leurs voix et préoccupations sont fidèlement représentées.

Action Spécifique 2: Intégrer l'intersectionnalité directement dans la collecte de données en veillant à ce que les données dépassent les catégories binaires et capturent les multiples identités qui se chevauchent et façonnent les expériences des femmes, telles que l'âge, le niveau d'éducation, le sexe, la race, le statut socio-économique, la localisation géographique, entre autres..

Action Spécifique 3: Développer et affiner des méthodologies de recherche qui capturent l'ensemble du spectre des expériences genrées, y compris celles des groupes marginalisés. Les méthodologies de recherche devraient être conçues de manière à ce qu'elles comportent des questions et des méthodes qui creusent profondément dans les nuances de genre reflétant les réalités vécues par les femmes. En adoptant cette approche, les obstacles uniques rencontrés par les femmes et les filles peuvent être découverts, éclairant ainsi des politiques et interventions de transformation du genre plus équitables.

Specific Action 4: Former les chercheurs/collecteurs de données aux techniques de collecte de données sensibles au genre et éthiques. Cela aidera à maintenir des pratiques de collecte de données inclusives.

⁷⁷ ONU (2024), Principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements

⁷⁸ UN Women (2022), Handbook on Gender Mainstreaming for Gender Equality Results,

⁷⁹ Ibid

Checklist for Strengthening Production and Use of Gender Data

These checklist questions are designed to guide stakeholders in assessing whether data production systems are gender responsive, inclusive, and aligned with international standards.

1. Les outils de collecte des données d'enquête sont-ils conçus, normalisés et adaptés pour refléter la diversité des réalités des femmes et d'autres populations marginalisées?
2. Les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés participent-ils activement à la conception des enquêtes et des outils de collecte de données ?
3. Y a-t-il une représentation intersectionnelle dans les processus de données ?
4. Les femmes, les filles et d'autres communautés marginalisées sont-elles engagées à valider les données pour s'assurer que leurs expériences sont fidèlement représentées dans les données ?
5. Les collecteurs de données et les chercheurs sont-ils formés aux techniques de collecte de données sensibles au genre et éthiques ?

Objectif Stratégique 4: Partenariats Multipartites pour la Gouvernance des Données Transformatrices de Genre

La gouvernance des données transformatrice de genre ne peut pas être réalisée par une seule entité. Cela nécessite un effort collaboratif qui rassemble une diversité d'expertises, de secteurs, d'expériences et d'influences. Les partenariats multipartites tirent parti de l'expertise, des ressources et des capacités uniques de chaque partenaire pour réaliser le changement.⁸⁰ L'établissement et le renforcement de tels partenariats avec un large éventail de parties prenantes, en particulier avec la société civile et les mouvements de femmes, sont essentiels pour obtenir un impact durable. Les partenariats multipartites peuvent également aider à rééquilibrer le pouvoir des organisations internationales au profit des organisations nationales et, en particulier, locales et de base.

La collaboration entre les parties prenantes, y compris les individus, les groupes et les institutions qui collectent, gèrent, régulent, utilisent ou sont affectés par les données est essentielle pour une gouvernance efficace des données avec des cadres de mise en place dans le secteur public, secteur privé offrant une expertise technique et les OSC défendant la protection de la vie privée, la confiance et les droits en veillant à ce que la gouvernance des données soit inclusive et équitable.⁸¹

Ces collaborations et partenariats avec divers acteurs sont nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques de genre et intégrer les approches transformatrices de genre dans la gouvernance des données. Des mandats clés tels que le Cadre de politique de données de l'Union africaine

⁸⁰ Spotlight Initiative (2022), Global Annual Progress Report 2021

⁸¹ Digital Impact Alliance (2024), Effective Data Governance in Africa Demands Collaborative Growth. ADLI Helps Pave the Way.

favorisent ces collaborations multipartites pour favoriser l'échange et l'interopérabilité des systèmes de données.⁸² Tous les efforts doivent être faits pour garantir que toutes les parties prenantes, y compris et surtout celles qui sont les plus vulnérables, tels que les femmes et les filles confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination, ont une véritable propriété et un contrôle réel sur les processus de gouvernance des données à tous les niveaux, et dans toutes les phases de la chaîne de valeur des données.

La participation active des parties prenantes peut aider à faciliter la compréhension du contexte local en identifiant les défis et les contraintes ainsi que les potentiels et les opportunités. Il peut également renforcer l'appropriation et le soutien aux interventions de développement ainsi qu'aux changements transformateurs et les résultats identifiés.⁸³ Par exemple, au Rwanda, ONU-Femmes collabore avec des partenaires clés au sein du National Gender Machinery composé du Ministry of Gender and Family Promotion, le National Women's Council, le Gender Monitoring Office et le Forum of Rwanda Women Parliamentarians (FFRP) veillent à ce que toutes les femmes et les filles puissent participer pleinement et sur un pied d'égalité à la prise de décision et bénéficier de lois, politiques, budgets, services et institutions responsables qui tiennent compte du genre.⁸⁴

Action Spécifique 1: Étendre les efforts de collaboration pour promouvoir la collecte, l'analyse, l'utilisation et la diffusion des données sur le genre. Les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux devraient travailler ensemble pour mettre en commun leurs capacités et leur expertise.

Action Spécifique 2: Mettre en place des groupes de travail multipartites sur les données relatives au genre aux niveaux national et régional qui rassemblent toutes les parties prenantes pour co-créer et superviser le développement d'une gouvernance des données transformatrices de genre.

Action Spécifique 3: Favoriser les partenariats multipartites pour cofinancer des initiatives de données sur le genre et partager efficacement les ressources.

Liste de contrôle pour les Partenariats Multipartites

Ces questions de la liste de contrôle guident les parties prenantes dans l'établissement de collaborations et de partenariats intersectoriels entre différents acteurs afin de garantir l'innovation, la redevabilité et la supervision.

1. Les bureaux nationaux de statistique et les gouvernements collaborent-ils avec les organisations de femmes et les organisations de la société civile pour concevoir des processus de gouvernance des données inclusifs ?
2. Un groupe de travail national ou régional multipartite sur les données sexospécifiques a-t-il été établi pour superviser les processus de gouvernance des données transformatrices en matière de genre ?

⁸² L'Union Africaine (2022), Le Cadre Stratégique de l'Union Africaine en Matière des Données

⁸³ Participant à un atelier au Sénégal

⁸⁴ Ibid.

Objectif Stratégique 5: Réseaux de Femmes pour le Leadership en Matière de Gouvernance des Données

La participation significative des femmes au processus de prise de décision dans la gouvernance des données est essentielle pour créer des politiques inclusives, équitables et efficaces. Un nombre limité de femmes contribuent à la production, à l'analyse et à l'utilisation des données dans tous les secteurs, mais surtout, elles restent sous-représentées aux postes de direction et exclues des instances de prise de décision de haut niveau⁸⁵ Cette sous-représentation est due à des obstacles tels que l'accès inégal à l'information, les opportunités limitées pour le développement du leadership, le manque de politiques publiques centrées sur les femmes, la domination patriarcale dans les opérations des gouvernements et les stéréotypes de genre persistants qui sapent l'autorité et l'influence des femmes⁸⁶ Relever ces défis nécessite des efforts ciblés pour créer des voies permettant aux femmes non seulement de participer mais aussi de diriger l'élaboration de cadres de gouvernance des données, normes et priorités.⁸⁷ Renforcer le leadership des femmes dans la gouvernance des données exige plus qu'une représentation symbolique, cela implique de les doter des compétences, des réseaux et du soutien institutionnel nécessaires pour influencer les politiques et la prise de décision, ce qui demande plus qu'une représentation symbolique, il s'agit de les doter des compétences, des réseaux et du soutien institutionnel nécessaires pour influencer la politique et la prise de décision.⁸⁸

Les réseaux de femmes sont essentiels et influencent la promotion, la rétention et la progression vers le leadership. De plus, ils créent des avantages et des opportunités non seulement pour les individus, mais aussi pour les organisations et les gouvernements. Par exemple, l'organisation de Graça Machel Trust (GMT), un réseau de femmes basé en Afrique du Sud, soutient les réseaux de femmes dans 20 pays africains, permettant aux entrepreneuses de réussir du niveau local au niveau international.⁸⁹ D'autres tels que New Faces New Voices (NFNV) opérant en Ouganda, au Nigeria, au Cameroun, au Kenya, en Tanzanie, en Égypte, au Rwanda, en Zambie, au Mozambique, au Zimbabwe, en République démocratique du Congo (RDC), promeuvent l'inclusion financière des femmes, Women in Clean Energy and Climate Action assure la participation active des femmes à la transition énergétique propre de l'Afrique tandis que le réseau African Women in Agribusiness soutient les femmes dans l'agriculture et l'agro-industrie, et le Network for African Businesswomen (NABW) soutient les femmes dans des secteurs économiques plus larges.⁹⁰ Ces réseaux ont inspiré des innovations entrepreneuriales remarquables, aidé les femmes à développer leurs entreprises, à accéder à de nouveaux marchés locaux et internationaux, et à bénéficier de programmes de formation pour améliorer leurs compétences.⁹¹ En outre, les réseaux permettent aux femmes de divers horizons de se connecter à travers des sommets, des ateliers, des programmes de mentorat et des forums numériques. Cet effort collectif amplifie leur impact, offrant un meilleur accès aux

⁸⁵ Susan Etlinger, Nanjala Nyabola, Teresa Scassa, (2021), How Women Are Shaping Technology and Data Governance: <https://www.cigionline.org/articles/how-women-are-shaping-technology-and-data-governance/>

⁸⁶ Baba Musami, Hauwa & Abdullahi, Muhammad. (2023). Women Participation In Governance: Prospects And Challenges.

⁸⁷ Participant à un atelier en Ouganda

⁸⁸ Participant à un atelier en Zambie

⁸⁹ Temitope Ogunlela (2025), The Transformative Power of Networks: Advancing women Entrepreneurs in Africa

⁹⁰ Ibid

⁹¹ Ibid

opportunités et aux innovations commerciales.⁹² Au Kenya, le réseau NFNV a introduit des formules d'assurance exclusives conçues pour aider les femmes entrepreneurs à atténuer les risques commerciaux. En Ouganda, les réseaux qui collaborent avec le ministère des Finances ont conduit à la création du Citizen's Financial Reference Bureau (CFRB) - Bureau de référence financière des citoyens pour fournir des services d'arbitrage financier et de conseil aux groupes de femmes.⁹³ Le pouvoir transformateur des réseaux de femmes et de leur collaboration est indéniable. Alors que de plus en plus de femmes s'unissent pour partager leurs connaissances, surmonter les défis et saisir les opportunités, elles façonnent collectivement un avenir équitable, prospère et résilient, un avenir où le pouvoir de la collaboration transforme vraiment le monde.⁹⁴

Il est donc intéressant de considérer le rôle que les réseaux de femmes peuvent jouer pour subvertir les dynamiques qui contribuent à l'inégalité de genre dans la gouvernance des données. Les gouvernements et autres parties prenantes devraient identifier et soutenir intentionnellement les femmes leaders pour s'assurer que leurs voix sont entendues dans les processus de gouvernance des données nationaux, régionaux et mondiaux. En favorisant un environnement de gouvernance des données où le leadership des femmes est valorisé et soutenu, la gouvernance des données peut devenir inclusive pour tous.

Action Spécifique 1: Favoriser des réseaux solides. Établir un réseau de femmes dans la science des données, la gouvernance des données et la technologie numérique pour amplifier le leadership des femmes, renforcer les capacités techniques, favoriser le mentorat et créer une plateforme pour le plaidoyer collectif sur les pratiques de données transformatrices en matière de genre à travers l'Afrique. Ce réseau travaillerait à influencer les politiques, promouvoir la recherche et s'assurer que les perspectives et expériences des femmes façonnent les programmes de gouvernance des données aux niveaux local, national et continental.

Action Spécifique 2: Nommer des femmes dans les organes décisionnels. Promouvoir la participation des femmes aux organes de prise de décision et de gestion dans la gouvernance et la technologie des données. Identifier les obstacles à la présence des femmes dans les organes de gouvernance des données et de technologie, y compris les stéréotypes et autres attitudes et pratiques négatives et d'exclusion, et y remédier. Des mesures doivent être prises pour s'assurer que les femmes non seulement occupent des postes dans les organes décisionnels, mais qu'elles aient une réelle possibilité de participer efficacement et d'influencer les décisions.

Action Spécifique 3: Établir des programmes de mentorat solides. Créer des programmes de mentorat structurés et parrainés pour les femmes dans le leadership et la prise de décision en matière de gouvernance des données. Grâce à ces programmes, associez des femmes aspirantes à des professionnels et des leaders expérimentés dans les STEM et la gouvernance des données à travers le continent qui peuvent fournir des conseils, un soutien et un plaidoyer.

⁹² Temitope Ogunlela (2025), *The Transformative Power of Networks: Advancing women Entrepreneurs in Africa*

⁹³ Ibid.

⁹⁴ UNDP (2025), *The power of networks: building connections, building a sisterhood*

Action spécifique 4: Augmenter la visibilité des modèles de rôle. Mettre en avant les femmes africaines réussies dans les STEM, la gouvernance des données à travers diverses plateformes pour inspirer la prochaine génération et remettre en question les normes sociétales.

Liste de contrôle pour renforcer le leadership des femmes dans la gouvernance des données.

Pour évaluer les progrès réalisés dans l'avancement du leadership des femmes et de leur participation significative à la gouvernance des données et à la technologie, les questions de la liste de contrôle suivantes peuvent aider à évaluer la représentation, le mentorat et la force des réseaux de soutien.

1. Les femmes sont-elles représentées dans les organes décisionnels nationaux et régionaux en matière de gouvernance des données ?
2. Existe-t-il des mécanismes transparents en place pour surveiller et suivre l'inclusion des femmes aux postes de direction dans ces organes dans la gouvernance des données ?
3. Un réseau formel dans la gouvernance des données, la science et la technologie a-t-il été établi ?
4. Le réseau offre-t-il des opportunités de mentorat et de renforcement des capacités pour les femmes dans la gouvernance des données ?
5. Les perspectives des femmes de diverses régions du continent sont-elles représentées au sein du réseau ?
6. Des interventions ciblées sont-elles mises en place pour soutenir le rôle des femmes dans la prise de décision et le leadership, ainsi que pour accroître la sensibilisation des femmes à leurs propres droits et renforcer leur estime de soi et leur confiance ?

Objectif Stratégique 6: Renforcement des Capacités

Renforcer les capacités des divers acteurs est essentiel pour parvenir à une gouvernance des données transformatrice en matière de genre. Le renforcement des capacités devrait être une priorité nationale et régionale clé, et des ressources devront être allouées à cet égard dans les domaines des données, des compétences et d'une compréhension de la gouvernance des données transformatrices en matière de genre. La participation significative des femmes, des filles et des groupes marginalisés à la gouvernance des données nécessite plus que l'inclusion ; elle exige des compétences, de la confiance et un soutien institutionnel pour s'engager, remettre en question et influencer la façon dont les données sont collectées, gérées et utilisées. Le renforcement des capacités aux niveaux individuel, institutionnel et systémique garantit que les perspectives de genre ne sont pas simplement ajoutées mais intégrées dans tous les processus de données. De la promotion de la littératie des données à la sensibilisation éthique, l'analyse des données, la

communication et l'utilisation, le renforcement des capacités permet aux parties prenantes de co-créer des systèmes de données équitables, inclusifs et responsables qui servent tout le monde. Par exemple, il y a eu des efforts de renforcement des capacités par divers gouvernements africains pour faire appliquer les lois sur la protection des données et gérer les flux de données transfrontalières par l'UNECA,⁹⁵ et le renforcement des capacités pour les jeunes et les institutions académiques locales afin d'améliorer la demande et l'offre de données à tous les niveaux par le Centre africain de recherche sur la population et la santé.⁹⁶ Doter à la fois les décideurs politiques et les membres de la communauté des compétences dont ils ont besoin non seulement leur donne du pouvoir mais aussi comble le fossé entre l'ambition et la réalité, conduisant à des progrès tangibles.

Action Spécifique 1: Renforcer les capacités pour l'utilisation des données intersectionnelles. Sans compétences et ressources adéquates, même les efforts les mieux intentionnés pour appliquer des données intersectionnelles seront insuffisants. Les investissements dans la formation des utilisateurs et la littératie des données sont essentiels pour transformer les données en informations exploitables.

Action Spécifique 2: Investir dans le renforcement des capacités sensibles au genre. Les gouvernements devraient investir dans le renforcement des capacités et des systèmes statistiques nationaux ainsi que dans l'harmonisation des outils de collecte de données afin d'éliminer les biais et les lacunes, en particulier pour les femmes et autres populations marginalisées. Cela inclut le renforcement des compétences en analyse de données, la production de rapports sensibles au genre et l'intégration des données sur le genre dans les statistiques nationales et régionales pour améliorer la disponibilité des données et éclairer la prise de décision inclusive.

Action Spécifique 3: Soutenir le développement de programmes d'études féministes et de données sur le genre, ainsi que des outils de formation adaptés aux institutions publiques, aux organisations de la société civile et au monde universitaire, afin de constituer une masse critique de championnes et champions des données sur le genre équipés pour promouvoir des pratiques de gouvernance des données inclusives, éthiques et fondées sur les droits.

Liste de contrôle pour le Renforcement des Capacités

Pour renforcer la gouvernance des données transformatrices de genre, il est essentiel d'évaluer si les systèmes et ressources de formation intègrent correctement le genre et l'intersectionnalité. Les questions suivantes aident à évaluer la mesure dans laquelle les programmes de renforcement des capacités sont conçus, mis à jour et appliqués dans l'ensemble des établissements.

⁹⁵ UNECA (2025), Mozambique hosts data governance workshop to strengthen national digital capacity

⁹⁶ APHRC (2023), Strengthening Sub-National Data Value Chains in Sub-Saharan Africa

1. Existe-t-il des programmes de formation nationaux et régionaux qui incluent des modules sur le genre et l'intersectionnalité ?
2. Des programmes et des kits d'outils ont-ils été développés spécifiquement pour former la gouvernance des données transformatrice et intersectionnelle en matière de genre?
3. Le contenu de la formation est-il mis à jour régulièrement pour refléter les meilleures pratiques émergentes en matière de gouvernance des données sensible au genre et intersectionnelle ?
4. Les institutions publiques, les OSC et le milieu universitaire utilisent-ils ces supports de formation pour renforcer des pratiques de gouvernance des données inclusives, éthiques et fondées sur les droits ?

Objectif Stratégique 7: Allocation Budgétaire pour des Processus Transformateurs en Matière

Alors que plus de 90 % des pays examinés dans le monde par un récent rapport d'ONU Femmes ont des politiques et des programmes pour aborder l'égalité de genre, seulement 53 % d'entre eux déclarent disposer de ressources suffisantes à cette fin⁹⁷ Ce qui est plus surprenant, c'est que seule une minorité de pays présente les dépenses publiques ventilées par genre, masquant ainsi des indices potentiels sur la façon dont l'essentiel des dépenses publiques peut combler les écarts de genre.

Une allocation budgétaire adéquate et soutenue est essentielle pour faire progresser la gouvernance des données transformatrices en matière de genre.⁹⁸ Sans financement dédié, les initiatives favorisant l'égalité de genre dans la collecte et l'utilisation des données restent souvent sous-prioritaires ou insoutenables. Les processus de transformation du genre nécessitent un investissement dans les capacités humaines et techniques, le développement d'outils inclusifs, engagement continu des parties prenantes et mécanismes de suivi qui garantissent que les expériences des femmes et des filles sont reflétées dans les systèmes de données et les résultats des politiques.⁹⁹ Le budget devrait donc envisager de tels investissements pour permettre une allocation équitable des ressources.

Action Spécifique 1: Institutionnaliser la budgétisation transformatrice en matière de genre dans les processus nationaux et institutionnels de gouvernance des données pour garantir une allocation budgétaire cohérente pour les initiatives transformatrices de genre.

⁹⁷ World Economic Forum (2024) Global Gender Report 2024

⁹⁸ FEMNET (2019), Gender Transformative Budgeting: A guide for Pan African Parliamentarians

⁹⁹ Participant Ougandais

Action Spécifique 2: Désigner des lignes budgétaires spécifiquement pour la production, l'analyse et la diffusion de données sur le genre au sein de diverses institutions et agences gouvernementales pertinentes.

Action Spécifique 3: Mener des audits réguliers et établir des rapports sur les dépenses liées à l'égalité de genre et à la gouvernance des données.

Action Spécifique 4: Renforcer les capacités des parties prenantes de planification, budgétisation et surveillance transformatrices en matière de genre afin d'intégrer les considérations liées au genre dans la planification, la budgétisation et l'allocation des ressources

Liste de contrôle pour l'allocation budgétaire en faveur des Processus Transformatrices en Matière de Genre

Il est essentiel de veiller à ce que des ressources suffisantes soient allouées à la gouvernance des données transformatrices en matière de genre pour traduire les engagements en actions. Ces questions de la liste de contrôle aident les parties prenantes à évaluer si les processus de planification financière, de budgétisation et d'allocation des ressources soutiennent de manière significative les processus transformatrices en matière de genre dans la gouvernance des données.

1. Existe-t-il une ligne budgétaire dédiée aux processus de gouvernance des données transformatrices en matière de genre ?
2. Les considérations de genre sont-elles intégrées dans la planification financière et les processus d'allocation des ressources ?
3. Les systèmes statistiques sont-ils suffisamment financés et renforcés pour collecter systématiquement des données ventilées par genre dans tous les secteurs ?
4. Existe-t-il des mécanismes transparents pour suivre et rendre compte des dépenses consacrées aux initiatives de gouvernance des données transformatrices en matière de genre ?
5. Le personnel financier a-t-il reçu une formation sur la budgétisation transformatrice en matière de genre ?

Objectif Stratégique 8: Recherche et Développement

Renforcer les écosystèmes de recherche et d'innovation qui privilégient la gouvernance des données transformatrices de genre en promouvant la production de connaissances féministes et intersectionnelles, la génération de preuves et l'avancement technologique. Les investissements dans l'innovation et la recherche et le développement liés aux données, ainsi que dans les capacités d'harmonisation des normes, des compétences et des infrastructures, peuvent permettre aux parties prenantes de développer de meilleures politiques liées aux données à tous les niveaux. De plus, investir dans la recherche qui expose les biais de genre et les innovations qui traitent des lacunes en matière de données sur le genre dans tous les secteurs.

Action Spécifique 1: Établir des pôles nationaux et régionaux axés sur la gouvernance des données relatives au genre pour faciliter l'échange de connaissances intersectorielles, l'apprentissage par les pairs et la collaboration entre chercheurs, OSC et décideurs politiques.

Action Spécifique 2: Financer la recherche participative sur les lacunes dans les données relatives au genre afin de produire des preuves qui éclairent la conception des politiques et des programmes, en particulier ceux des catégories sous-étudiées.

Liste de contrôle pour la Recherche et le Développement

Les questions de la liste de contrôle aident à évaluer si des initiatives de recherche participative sont en place pour renforcer la collaboration et l'élaboration de politiques fondées sur des preuves dans la gouvernance des données.

1. Des centres nationaux et régionaux sur les données relatives au genre ont-ils été établis ?
2. Ces pôles facilitent-ils l'apprentissage et l'échange de connaissances intersectoriels entre chercheurs, OSC, décideurs politiques et autres parties prenantes?
3. Les organisations de défense des droits des femmes et les communautés marginalisées sont-elles représentées de manière significative dans ces centres?
4. Existe-t-il un mécanisme de financement dédié à la recherche participative sur les lacunes en matière de données relatives au genre ?
5. Les résultats de la recherche sont-ils diffusés dans des formats accessibles pour les décideurs, les OSC et les communautés ?

Conclusion

Une approche transformatrice en matière de genre dans la gouvernance des données va au-delà de la lutte contre les écarts d'inégalité, elle s'attaque aux causes systémiques et structurelles de la discrimination fondée sur le sexe, de l'exclusion et des disparités de pouvoir. Cela signifie remettre en question les normes, pratiques et arrangements institutionnels enracinés qui perpétuent l'inégalité. Il est important de noter qu'un changement transformateur en termes de genre doit se produire dans la conception des interventions de gouvernance des données par les gouvernements, les acteurs du secteur privé, la société civile et les partenaires internationaux du développement. En renforçant la prise en compte du genre dans les politiques, stratégies, processus et procédures tout en garantissant la responsabilité pour des résultats équitables, des systèmes de gouvernance des données justes, transparents et inclusifs peuvent être construits.

En fin de compte, les approches transformatrices en matière de genre sont une exigence fondamentale pour un développement durable et équitable à l'ère numérique. Lorsque les femmes et d'autres voix sous-représentées ont une voix, un pouvoir et un leadership égaux dans la façon dont les données sont collectées, gouvernées et utilisées, les sociétés sont mieux placées pour exploiter les données au service du bien public, protéger les droits et mener des programmes

